

ALGERIE : «BARKANA MEL HONDA ! »

Semaine du 7 au 13 mai 1982

N° 61 - 5,00 F

Côte d'Ivoire 250 CFA • Maroc 3,50 DH • Tunisie 400 M • Suisse 2 F.S.

sans frontières

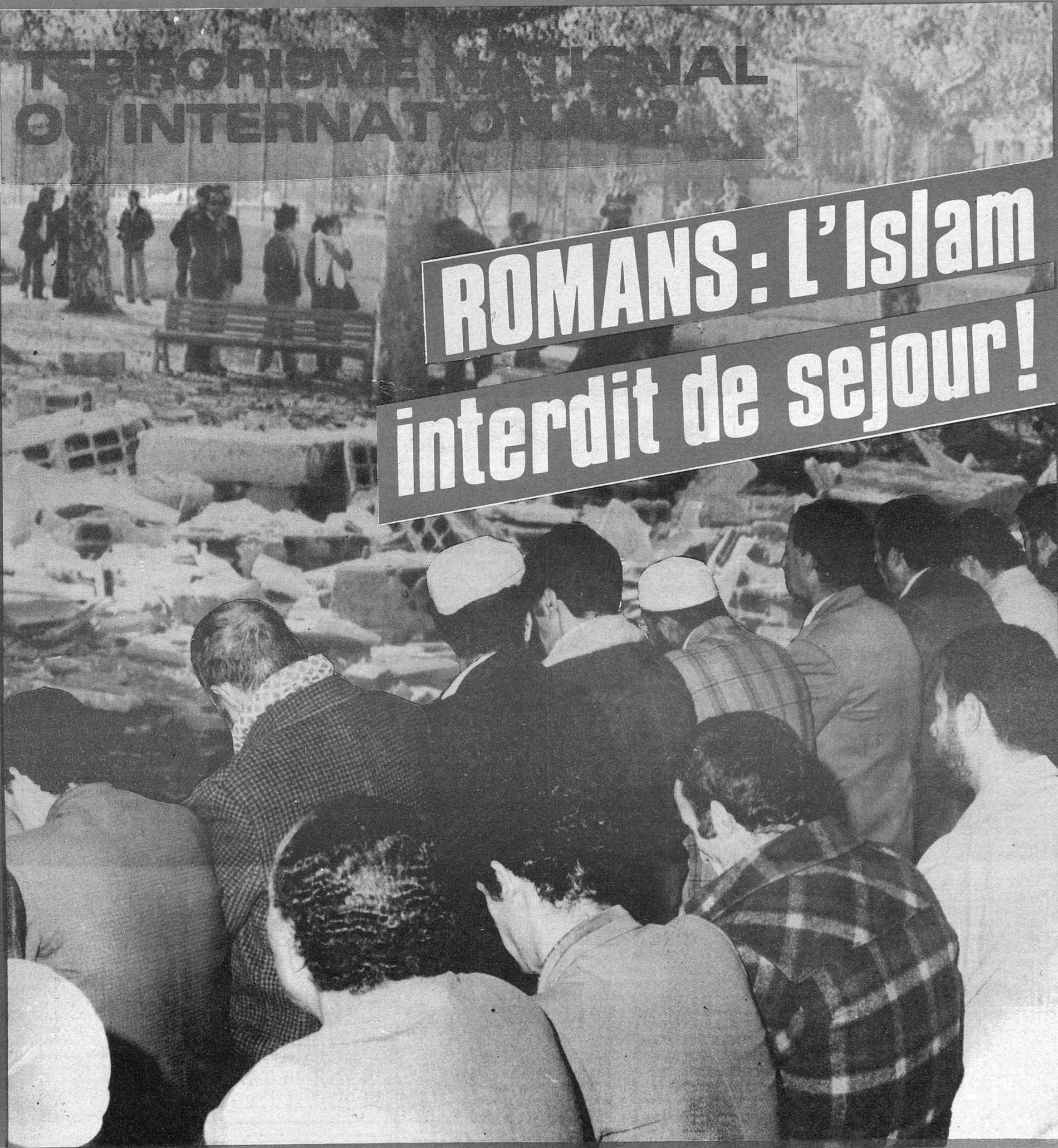
Hebdomadaire de l'Immigration et du Tiers-Monde

M-2792-61-5,00 FF

ISSN 0223-078 X

TERRORISME NATIONAL
OU INTERNATIONAL

**ROMANS: L'Islam
interdit de sejour!**



A LA UNE :

Terrorisme national ou international :
Romans : l'Islam interdit de séjour Pages 3 et 4

ICI ET LA :

Citroën :
Chronique du fascisme ordinaire Page 5

Interview de Deleplace, du du syndicat des policiers :
une seule solution, l'expulsion, Page 6

Sans-Frontière à Lille :
y a que la foi qui sauve ! Page 7

Pour une carte d'identité de dix ans Page 8

SUD-SUD :

Algérie : Récit sur les événements d'Oran Page 9

Tribune : A propos des intellectuels Africains Page 10

Moyen-Orient : La stratégie des uns et des autres Page 12

Malouines : la première guerre Nord-Sud Page 13

CULTURE :

Identité culturelle et immigration d'abord la fête Page 14
Lounès, un enfant dans dans la nuit Page 16

A propos de R. ben Yaghlane

Monsieur le Directeur,
Je lis régulièrement votre journal et je vous remercie pour la place que vous accordez à la culture (festivals de cinéma, musique et théâtre).

En lisant le dernier numéro, j'étais révolté par l'article de votre collaborateur Mohamed N. sur le sois-disant sociologue et travailleur culturel M. Raouf ben Yaghlane.

Permettez-moi de préciser quelques points au sujet de cet animateur que j'ai vu travailler à Grenoble et dans la région parisienne :

- Monsieur Raouf pratique les techniques du théâtre de l'Opprimé systématisées et par le metteur en scène brésilien Augusto Boal

(« Théâtre pour acteurs et non auteurs », « Stop c'est magique » paru chez Maspéro) et je ne comprends pas pourquoi il prétend faire de la recherche alors qu'il fait tout simplement un travail d'animation socio-culturel.

- M. Raouf est l'un de ces « artistes » qui ont eu de la chance pour faire des études et qui prennent les immigrés pour des cons et expérimentent leurs techniques importées sous prétexte de « servir les compatriotes et sensibiliser l'opinion publique sur les problèmes des travailleurs immigrés ». C'est de la démagogie et le chemin de la facilité pour ces soit-disants « artistes » dont le but est avant tout se faire une carrière sur notre dos, nous les travailleurs qui n'avons pas le plaisir de faire des études.

Je me rappelle à Tunis

l'été dernier, où M. Raouf voulait faire du théâtre invisible (encore une technique d'Augusto Boal) en mangeant un sandwich jambon à midi le 27^e jour du Ramadan devant un prolétaire qui vit au jour le jour pour provoquer un débat sur le pourquoi du Ramadan dans la société tunisienne.

Croyez-vous qu'on peut changer la mentalité et les moeurs tellement enracinés avec un coup de sandwich jambon ? Quelle prétention et quelle audace !

Y'en a marre de voir encore des pseudo-intellectuels qui se prennent pour des Brechts et qui ne tiennent pas compte de l'évolution des travailleurs immigrés à tous les niveaux.

Bien amicalement et bonjour à toute l'équipe de S. Frontière.

M. Chalbi Karimo Reims

rencontrais me parut complètement épuisée par sa vie de prolétarienne, conditionnée par certains magazines. Elle lisait les faits divers sans se rendre compte que c'est le mari qu'elle condamnait, à travers sa situation d'immigré.

A travers cette rencontre je me suis aperçu que les enfants optaient pour une culture qui condamne un des parents. Mais est-ce un choix

C'est ainsi que la question devient responsabilité. J'ai tout de suite contacté des amis pour trouver des solutions, beaucoup, ne se sentaient malheureusement pas concernés, d'autres préféraient s'abstenir dans la peur de l'expulsion.

Depuis cette époque une évolution c'est faite, nous avons pu constituer le groupe Nabat qui a pour but d'informer les enfants de leur double culture : A l'occasion du 1er novembre, le Consulat d'Algérie de Nantes a organisé une soirée

rencontre. J'avais demandé l'appui du Consul pour former un comité et élaborer un projet culturel et surtout un voyage d'étude pour les jeunes Algériens âgés de 15 à 18 ans au mois de juin 1982. Celui-ci m'a tout de suite dirigé vers le responsable de l'Amicale des Algériens en Europe. La personne en question me paraît totalement dépassée par les événements, on se croit avec lui encore au début de la guerre d'Algérie. Quand à la journée du 1er novembre, je peux vous dire que la bourse du travail ressemblait à une salle de sports quand, les étudiants de l'E.N.S.M. ont commencé à parler de leur match de football. J'ai enfin compris pourquoi Mustapha le marocain au cours de notre émission de Radio-Atlantique sur les enfants de la seconde génération voulait donner à tout prix le résultat de ces footballeurs.



Mais est-ce un choix ?

Chers frères et soeurs de Sans-Frontière

On a toujours du mal à dire ce que nous avons sur le coeur, peut-être par pudeur ou par complexe ?

Aujourd'hui je me décide de vous parler de cette Bretagne et surtout de la

ville de Nantes, qui est un peu oubliée du reste de la France dans le domaine de l'immigration.

Tout a commencé un samedi matin de juin 1979, je faisais mon tour habituel au marché de Talensac. Devant moi, un homme d'une soixantaine d'années accompagné de ses enfants, des éclats de voix montent et je suis saisi par leur contenu : « Sale bicot » - « espèce de bougnoule » - etc...

J'ai pensé qu'il s'agissait

d'une plaisanterie... Là je me suis approché de l'enfant et l'interrogeais en Français. - C'est ton papa ? - Oui répondit-il - pourquoi dis tu cela à ton père ? - Je ne sais pas ! - je retourne vers le père - que se passe t-il Chibani ? - tu vois mon fils, je suis traité comme un chien par tout le monde, voilà les larmes qui commencent à couler avant de finir la phrase - Oui je n'en peux plus de vivre, c'est la trahison je paie aujourd'hui. Mon fils il y a trente ans j'étais jeune et je ne pensais pas à ces choses là.

La personne pensait payer la rançon d'une guerre ou moins réussi.

Le marché nous semblait pas l'endroit où discuter aussi nous nous sommes retrouvés un samedi après midi chez lui en présence de sa femme. Le pouvoir de l'époque ne permettait nullement ce genre de rencontre, on devait être très méfiant. Cette femme que je

Sans Frontière

SERVICE SOCIAL
Kamel BELARBI
Marc WEITZMANN
Fabienne MESSICA
Lella-SEBBAR
Daniel LACERDA
Hassan ZEROUAL
Saïd BOUZIRI

SERVICE INTER
Raphaël CONSTANT
Farid AICHOUNE
Macodou N'DIAYE
Blaise N'DJEHOYA
Edouardo OLIVARES
Joël BOULARD
Fatima BELHADI
Aline N'GOALA

SERVICE CULTUREL
Khadidja BACHIRI
Mohamed NEMMICHÉ
Dalila ZOUAOUI
Peira CAVA
Julien WEISS

SPORT
Hocine DIDOU

DESSINS
T. ARAB
POUB'S

PHOTOS
DJEMAI
Ahamadou GAYE
Senna ABDELHAK
AKLI

SECRETERIAT DE REDACTION
Mustapha MOHAMMEDI
Nidham ABDI
PACO
Driss MOURAD
Abdel BOUAKRA
Fawzia ZOUAOUI

ABONNEMENT, DIFFUSION, PUBLICITE
NADHIRA
Ali MAJRI
Habib ARFAOUI

Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin. 75003 Paris. Tél. 278 44 78.
Siège social : 35 rue Stephenson. 75018 Paris.
Fondateur de l'Association « Editions Sans Frontière » : Louis Gallimardet.
Rédacteur en chef : Méjid Daboussi « Ammar ».
Directeur de publication : Khali Hammoud
C.C.P. : 420900 F Paris
Commission paritaire n° 61715
Diffusion N.M.P.P.
Pour tout courrier : 33 bd Saint-Martin 3°.
Imprimerie Voltaire-Impression. Montreuil.

La nuit cruelle

Quand le soleil disparaît dans la nuit de coups de poignard les ténèbres s'épaississent derrière la muraille d'agonie les coqs cessent de chanter dans l'ombre où la gorge frémit mon corps aptère brûle dans un ciel de tisons enflammés mes lèvres exsangues rampent

dans une nuée de toiles d'araignées mon coeur s'efforce de supporter l'effroi dans un amalgame d'affres j'ai trempé le doigt dans le pus de ma plaie j'ai gravé l'espoir sur le mur de ma nuit.

M. El Mazouvi Fouad Etudiant Marocain

TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière », 33 bd Saint-Martin 75003 Paris - C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois
France	220F	170F	120F
Europe, Afrique	280F	220F	160F
Par avion	320F	290F	170F

Chômeurs et étudiants *		
1 an	9 mois	6 mois
200	150	100
250	190	130
280	250	140

Abonnement Rebondissement *Sur justificatif

Nom

Prénom

Adresse

Code postal Ville

Chèque

C.C.P.



La réception m'a laissé un goût ou plutôt un dégoût de passé Algérien (colonisation). Justifiant les agissements de cette élite : je me demande comment les invitations ont été faites, car je n'ai vu guère les camarades !!! Enfin, comme dit notre ami Tahar Ben Jelloun « cet état d'absence et d'insistance que seul un corps vide, un être réduit à sa seule forme, pouvait connaître, lui procurait une espèce de sérénité mêlée d'inquiétude ».

Leur méchanceté consiste dans l'immobilité, une petite éternité qui perturbe mes regards. Pour finir, toute personne intéressée par cette action peut me contacter. Hocine Ben Tayeb - 59, rue de la L'Ouchette - 44 000 Nantes.

Hocine

racisme

L'ATTENTAT DE LA MOSQUEE DE ROMANS

L'Islam interdit de séjour

Survenu dans une ville réputée tranquille, l'attentat terroriste visant la Mosquée de Romans est un révélateur et une mise en garde.

Révélateur de la situation actuelle en France, il constitue en même temps un avertissement au gouvernement, aux immigrés et à toutes les forces anti-racistes.

Cet attentat couronne, si on n'ose dire, cette insidieuse et continuelle campagne menée sur l'insécurité et amalgamant sans vergogne délinquance, terrorisme et immigration.

Triste privilège jusqu'à ces derniers mois de la droite cet amalgame a été récemment repris par des ministères, des responsables de gauche, parfois publiquement, amis souvent de manière plus discrète ; éfrayés par cette prétendue montée de la violence et de l'insécurité, et courant après leur électorat courtois par la droite sur les thèmes les plus démagogiques, ces responsables n'ont pas hésité parfois à être plus royaliste que le roi.

Cet attentat met cette gauche « déstabilisée » - dans ses convictions et ses principes - devant ses responsabilités : va-t-elle céder devant le mensonge, le racisme et la bêtise qui gangrènent une partie de l'opinion publique ou aller à contre courant de cette intolérance.

A l'approche des municipales, la droite va probablement devenir plus agressive. Les thèmes de l'insécurité et du terrorisme seront démagogiquement sollicités, et le bouc émissaire idéal est tout trouvé : c'est cet immigré basané, qui rappelle pêle-mêle dans la tête de français Khomeiny et Khadaffi, Carlos et le Pétrole, Poitiers

et la guerre d'Algérie ; ce fameux étranger, qui, en plus de toutes ces « tares » originelles, « nous mange notre pain ».

En s'attaquant à la Mosquée de Romans, ces assassins en puissance voulaient justement approfondir cette déstabilisation ; faire monter les enchères en quelques sorte.

N'est-il pas significatif d'ailleurs, que parmi les nombreuses « cibles » immigrées possibles, ils aient choisi un lieu édifié par une municipalité, fait rare même dans les municipalités de gauche.

Le silence qui entoure l'attentat, la parcimonie des réactions révèlent à leur tour la situation française. L'indignation est plutôt rare, peut-être parce que cette fois-ci le mal est bien français et que les victimes ne le sont pas : c'est un terrorisme cocardier qu'il s'agit, rappelant les tristes méfaits du Club Charles Martel et autres Commandos Delta, nous remettant en mémoire la longue liste des morts immigrés tués dans ce pays et dont la plupart des assassins courent toujours.

Ce terrorisme n'a pas de chef d'orchestre formé à Tripoli ou à Moscou et ce n'est point un quelconque état pétrolier qui le finance. Il est issu de cette intolérance, distillée depuis des années et qui empoisonne les coeurs de nombreux citoyens français.

A tel point qu'après les « faux touristes » potentiels travailleurs sans papiers ou délinquants en puissance, qu'après les « faux réfugiés » potentiels poseurs de bombes, va-t-on bientôt vouloir expulser aussi l'Islam de ce pays ?

Kamel Belarbi

Manifestation, le 5 mai en solidarité aux immigrés de Romans.



Vous avez dit terrorisme international ?

Romans-sur-Isère, Drôme. « La Mosquée », un édifice en rénovation destiné à abriter les cultes et réunions de la communauté musulmane, n'ouvrira pas ses portes, comme c'était prévu, à la fin du mois.

Dans la nuit du 2 au 3 mai, des charges d'explosifs la font s'écrouler. Mardi après-midi, une cassette déposée devant la mairie de Romans revendiquait l'attentat.

La nuit suivant l'attentat, dans le même quartier, trois voitures étaient brûlées par des inconnus et un cocktail molotov manquait d'incendier une crèche.

Romans-sur-Isère, dans la Drôme, était pourtant, jusqu'à ces derniers temps, une petite ville calme, de trente-cinq mille habitants. Selon les statistiques, la criminalité comme la délinquance n'y étaient pas plus forte

qu'ailleurs. Aucune raison particulière pour que se développe un quelconque sentiment d'insécurité.

Un Algérien, travailleur social sur le quartier de la Monnaie (6000 habitants, 65 % d'immigrés) explique que « ce quartier n'est pas pire qu'un autre. Une fois, un flic m'a même raconté que l'endroit le plus sûr pour lui, celui où il y a le moins d'ennuis, c'est le quartier de la Monnaie ».

Ce jusqu'à ce que s'ouvre la campagne pour les élections cantonales, qui devait mettre aux prises Georges Fillioud, tenant du titre de conseiller général, maire de Romans et ministre de la communication, et le candidat RPR Claude Saillard. Au centre du débat, justement la rénovation de « la Mosquée », décidée par Fillioud, au terme d'une politique sociale précise. Un programme Habitat - vie sociale est mis sur pied par la municipalité et destiné aux HLM de la Monnaie. Un plan de rénovation des grands ensembles met en place d'autres aides sociales, une maison de jeunes est ouverte, des équipes sportives créées, et l'on décide de rénover, rue Ninon-Vallée, « La Mosquée », un bâtiment de 140 m², destiné aux activités de la communauté musulmane du quartier de la Monnaie.

Claude Saillard, dans sa campagne des cantonales, attaque bille en tête cette politique, selon une stratégie particulièrement tordue. Point de départ, le combat pour l'école « libre », et, donc, la remise en cause de la nouvelle école créée à la Monnaie « construite pour les

G. Fillioud : Appel au Calme

A l'occasion d'une manifestation des partis de gauche contre les récents événements de Roman, Georges Fillioud a appelé au calme l'ensemble de la population : « J'appelle au calme tous ceux qui vivent à Roman, quelque soit leurs origines et leurs convictions. Ils doivent se retrouver pour interdire à la violence de s'établir durablement entre eux. Certains cherchent à l'y installer. Ceux-là, qui, souvent se cachent portent une lourde responsabilité. Ne répondons pas à ces provocations. Les forces démocratiques qui, ce soir, se dressent et se rassemblent, marquent leur volonté d'opposer la dignité à la provocation, la fraternité à la haine. J'ai ressenti douloureusement comme tous les romansais, les graves événements de ces dernières nuits. Ensemble, nous empêcherons qu'ils se reproduisent ».

solidarité

L'ATTENTAT DE LA MOSQUEE DE ROMANS

ROMANS

immigrés qui la fréquentent à 80 % ». Ensuite, dans un numéro du journal électoral RPR, « l'Atout Drôme : « Romans, 7 décembre 81 non à l'enseignement privé : coût 90.000 F. Romans, 5 septembre 81 : une mosquée sera construite à Romans - Coût : 200 000 F ». Rien de bien astronomique au regard d'un budget municipal, mais qu'importe, c'est dans une tirade enflammée que Saillard poursuit son « argumentation », si l'on ose dire : « les ayatollahs ne sont pas seulement à Valence. Il y en a aussi à Romans. Est-ce la raison pour laquelle la mosquée sera construite ? » Et plus loin : « Garantir la liberté et la sécurité des citoyens par un poste de sécurité est dans l'immédiat plus important que de garantir la liberté du culte par une mosquée ».

Ça marche. Après l'attentat, l'ASTI, dans un communiqué, dénoncera « le climat de racisme latent à Romans (qui) comme à Valence, peut exploser à tous moments ».

Entre les deux tours, le Front National vient apporter son soutien au RPR : collage d'affichettes « anti-mosquées », et surtout, distribution du désormais célèbre tract : « cher Mustapha » (voir page 6, commentaire et historique dudit tract et SF la semaine dernière pour le contenu intégral).

politique d'ouverture à l'immigration, est brûlé - une leçon que le PS risque d'assimiler plus vite que n'importe quel discours idéologique - et la Sécurité selon le RPR et le Front National va pouvoir trouver un terrain d'action.

Dans la nuit du 2 au 3 mai, un peu avant deux heures du matin, « la Mosquée » dont l'inauguration devait être célébrée par le maire à la fin du mois, saute. Une affaire de spécialistes : les charges, placées

naie : « On pense que c'est un attentat raciste. On a entendu les gars au boulot ; ils disaient qu'ils allaient faire sauter « la Mosquée ».

Le lendemain soir, c'est l'aide sociale qui est directement visée. Toujours dans le quartier de la Monnaie. Un cocktail molotov lancé à travers une fenêtre déclenche un début d'incendie dans une crèche du centre social de la Monnaie. Rapidement maîtrisé, l'attentat ne fera aucun dégât. Mais cinq minutes plus tard, à deux cent

La France profonde arbitre

aux points clefs de l'édifice, le font s'écrouler d'un seul bloc, ne provoquant aucun dégât... et de telle sorte que la dalle de béton qui se trouvait au sommet du bâtiment empêche encore les inspecteurs d'enquêter sur la nature de l'explosif.

Le lendemain, c'est l'euphorie : « les gens ont fêté ça dans les cafés, déclare un garagiste au Monde, et ils ont bien raison ». « C'est bien fait, déclare un français du quartier, comme ça, ils vont peut-être comprendre qu'ils n'ont qu'à repartir chez eux ». « La Mosquée plastique ? Dommage qu'il n'y ait pas eu pleins d'arabes dedans ! »

Et effectivement, l'adjoint au maire déclarera avoir reçu plusieurs plaintes d'immigrés de la Monnaie menacés par les passants : « Si tu ne veux pas sauter, ne va pas à la Mosquée en ce moment ».

Tout le monde, heureusement, ne réagit pas de la même façon, à

mètres de la crèche, ce sont deux voitures qui prennent feu, dont une 204 peugeot, qui sera entièrement détruite. A trois heures du matin, un troisième véhicule est à son tour la proie des flammes.

Alors qui ? Dès le lendemain, le quotidien régional Dauphiné écrit : « ce n'est pas encore l'Est lyonnais, mais on s'inquiète ». Le RPR, quant à lui, se déclare « inquiet du climat de violence et d'insécurité qui s'est emparé de notre ville (...) Les responsables de ces actes sont clairement définis : ils ne sont ni de droite, ni de gauche, ce sont des irresponsables dangereux ».

Clairément définis ? Voire. Sous-entendus, plutôt, les traditionnels loubards de banlieue qui « traitent leur chômage et leur ennui », dit le canard local sus nommé, qui poursuit : « Faut-il voir dans ces derniers événements survenus à la Mosquée un remake de ceux qui ont agité l'été dernier certains grands ensembles de la région ? » de la campagne raciste, du tract du Front National, pas un mot, mais on disserte à l'envie sur un soi-disant « malaise romansais » dont seraient atteints les jeunes immigrés, au point de se lancer des cocktails molotov sur la tête et de dynamiter leurs propres mosquées ! Reste les syndicats et partis de gauche, qui, avec l'ASTI, ont organisé mardi une manifestation de soutien aux immigrés de Romans, qui réunissait près de deux mille personnes, et qui mettaient en cause « au moins moralement », le RPR. On ne peut en tout cas qu'être frappé de la collusion RPR-Front National, depuis quelques temps, et notamment sur le thème de la sécurité. Collusion qui semble, à Romans, trouver une base populaire. Une campagne dure en perspective pour Georges Fillioud, maire sortant en 83.

Marc Weitzmann

DERNIERE MINUTE

Le MRAP appelle à un rassemblement silencieux de solidarité le vendredi 7 mai à 18 Heures 30, devant la Mosquée de Paris, Place Puits de Lhermite. Métro : Monge.

Des réactions ...

Des habitants du quartier

« Nous sommes dans un quartier où les travailleurs immigrés représentent près de 65% de la population.

Ce que je voudrais dire c'est que nous n'avons aucun problème avec les immigrés du quartier ;

Cet attentat m'inquiète parce qu'en Italie et en Allemagne on a commencé avec les juifs et on a fini par bouffer tout le reste. Le racisme est grave car on est parvenu à rendre une population ouvrière ce qu'elle ne devrait pas être. Si vous voulez, moi je suis ouvrier, Belloul qui est en face de moi est ouvrier ; le seul ennemi que nous devrions avoir, c'est lui : son

patron et moi-même ».

Ensuite, il parle d'un attentat qui s'est produit en période pré-électorale au centre commercial de la Monnaie : « Le centre commercial est un carré au milieu d'une place fait uniquement de vitres et tout le monde peut casser. Et quand il y a un casse, qui accuse-t-on : les immigrés ».

La dernière action contre le Coop, c'est quand on a voulu l'incendier, mais rien n'a été volé ? C'est tout de même bizarre car ça s'est passé 15 jours avant le premier tour des élections cantonales. Mais tout le monde a accusé les Immigrés : ce n'est pas juste ».

Déclaration du Conseil Municipal

Le conseil municipal de Romans, réuni lundi 3 mai après-midi en séance extraordinaire a fait la déclaration suivante : « Le conseil municipal a voulu construire cette salle après réflexion parce que la communauté islamique doit avoir la possibilité, comme toutes les autres, de pratiquer son culte. Cette possibilité est la meilleure garantie d'une vie harmonieuse entre toutes les communautés.

Le conseil municipal a immédiatement porté plainte contre cette destruction qui est la destruction d'un bien public. Il considère aussi que l'attentat est

l'oeuvre de professionnels organisés et fait remarquer que les propos racistes tenus tout particulièrement lors de la dernière campagne électorale par les candidats de l'opposition, notamment par Claude Faillard, candidat du RPR, ont évidemment contribué à développer un climat favorable à de tels actes. En tous cas, si ceux qui ont commis ces actes croient infléchir la politique municipale : ils se trompent.

La Municipalité affirme très nettement sa volonté de ne céder à aucun chantage et d'appliquer sa politique sans faiblesse ».

L'Amicale des Algériens

« Après avoir essayer de nous faire porter la responsabilité du chômage, on va maintenant jusqu'à nous priver de notre religion ?

Je voudrais que tous les Français et Françaises se rappellent que l'Histoire de notre pays avec la France est une longue histoire, dont beaucoup portent encore les traces, pour s'être battu ensemble

sous le drapeau français.

Je crois que les racistes d'aujourd'hui, c'est contre eux-mêmes qu'ils sont racistes. S'il y a du chômage en France c'est tout de même pas la faute de l'immigration ; mais les mass-médias expliquent mal aux Français ce qui est leur propre intérêt ».

Le MRAP

Dans la nuit du 2 au 3 mai, la mosquée de Romans a été détruite par un attentat à l'explosif qui a fait suite à une violente polémique autour de la construction de ce bâtiment.

Le MRAP dénonce la campagne d'intolérance raciste qui a précédé cet événement, entretenu la haine et favorisé la violence.

Il rappelle que les croyants islamiques sont plus de 2 millions en

France et qu'ils ont droit à des lieux de prière. Il assure cette communauté et tout spécialement celle de Romans de sa sympathie et de son soutien.

Le MRAP demande en outre aux pouvoirs publics de punir les coupables et de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour sauvegarder la liberté d'expression - entre autre la liberté d'expression religieuse - des communautés étrangères en France.



Les débris de la mosquée de Romans

Aux élections, la France Profonde arbitre, et Georges Fillioud perd... Le P.S. ne devra son repechage qu'à l'arrivée in extrémis, sur le champ de bataille du candidat socialiste M. Lepassat. Fillioud de par sa

Romans. Les membres de l'Association des locataires de la Monnaie déclarent : « Cet attentat est inquiétant, parce qu'en Italie et en Allemagne, on a commencé avec les juifs et on a fini par bouffer tout le reste » les jeunes de la Mon-

« Je ne céderai jamais, dit Mohamed... »

LA GREVE IMMIGREE CHEZ CITROEN :

1er mai 82. Dans « le grand cortège unitaire » de la CGT, parmi un bon tiers de figurants basanés, on a rassemblé à la hâte une centaine de grésistes d'Aulnay sous-Bois, sérieusement encadrés par le service d'ordre. Le racolage paye, puisque les grévistes de Citroën étaient et de très loin, les plus enthousiastes du cortège. Les premiers concernés en fait : en pleine fête du travail, les OS en grève luttent pour que cesse l'esclavage imposé par la direction et le syndicat-maison.

Sur place, les piquets de grève installés dès le matin sont visiblement aussi déterminés que les premiers jours. Les grévistes passent le temps en insultant copieusement, dans un même mouvement, les « syndicalistes » de la CSL, les gardiens de l'usine, et les cadres qui, de l'intérieur, observent les OS et les fixent sur la pellicule. L'un d'eux, qui aura le malheur de s'approcher trop près, se fera traiter de mouchard et de... « harki ».

Il faut dire qu'après bientôt quinze jours de « siège », la maîtrise, excédée, multiplie les provocations : jets de boulons tirés au lance-pierre depuis l'usine vendredi, tentative de briser un piquet de grève lundi matin.

Mais c'est surtout lundi après-midi que la CSL passera à l'offensive, lorsque la CGT et la CFDT, convoquées à la Direction Départementale du Travail, se heurte rons, au bureau de la DDT, à un commando du syndicat Citroën qui tentera d'envahir les locaux.

Quelques chiffres pour donner une idée du pourquoi de la détermination des OS : en janvier 81, le nombre total d'employés à l'usine Citroën était de 6 915, pour 5 664 OS. hommes et 244 femmes. Fin décembre de la même année, le nombre des OS hommes n'était plus que de 5 330, le nombre de femmes, 199. Une diminution de 494 personnes pour l'ensemble du collège ouvrier. Dans le même temps, la production des voitures augmentait de 15 % pour les LN, plus de 71 % pour les visa, plus de 21 % pour les CX. Si la production des C 35 connaissait une baisse spectaculaire de 81 %, deux autres modèles étaient créés dans le même temps : les C25 (1 787 voitures sortaient dans l'année et les camionnettes 104 coupés Z, 150

véhicules par jour.

Le tout dans l'ambiance que l'on sait. L'usine d'Aulnay semble en effet avoir été jusqu'à présent un véritable pénitencier pour les OS « récalcitrants » : délégués syndicaux, réfractaires de la carte CSL, etc... D'où un régime spécial imposé par la maîtrise. Un régime apparenté de très près au racket

« En septembre 79, raconte un OS; lorsque ma fille est née, des gars de la CSL, des chefs de service, sont venus me voir. Ils m'ont dit : « Il faut que tu fêtes ça, invite-nous à manger le coucou chez toi, on te mutera sur un bon poste. Bien sûr, j'ai refusé et depuis ce jour-là, je sais que je suis mal vu ».

En septembre 81, Mohammed El Harrari, délégué CFDT, se fait coincer entre un pare-choc et un fenwick. Un genou abimé et 15 jours d'arrêt-maladie : « Si je réussis à « dégringoler » un délégué CFDT, dira le cariste responsable de l'accident, je touche 500 F de la direction ». Un mois plus tard, du liquide est versé dans le vestiaire de Mohamed. Enfin, en mars, le délégué se fait tabasser par deux « syndiqués » de la CSL. « Je ne céderai jamais, dit Mohamed. Ils peuvent faire ce qu'ils veulent, ils ne m'auront pas comme ça. » A l'usine de Levallois, qui a débrayé dans la journée du mardi, un délégué CFDT lui aussi, a manqué la veille de se faire écraser par une « voiture non identifiée ».

La direction et la maîtrise de Citroën ne semblent pourtant pas s'opposer à toutes formes d'actions politiques, qu'on en juge : tous les seconds mardis du mois, les délégués CSL ont en effet pour, habitude de distribuer à chaque poste des tracts de l'AOP, tracts qui vantent les mérites du travail bien fait et les dangers des « syndicats communistes ». Or l'AOP,

l'Action Ouvrière Professionnelle est sise rue de Lille, dans le VI^e, à Paris, à l'adresse... du RPR. Un « Bulletin d'Information » du même RPR est d'ailleurs diffusé le 3^e mardi du mois par les délégués CSL. Plus drôle, le tract « Cher Mustapha » (dont nous avons publié l'intégralité la semaine dernière) concocté et diffusé dans plusieurs villes de France depuis le début de l'année par le « Front National » (extrême-droite) aurait, selon les premières expertises été tapé, pour diffusion à Aulnay, par la même machine que les « bulletins » de la rue de Lille. Apolitique la CSL ?

Soumis à un tel régime d'humiliation, d'angoisses quotidiennes, le tract du Front National a mis le feu aux poudres chez les OS. Démarrée dans un sursaut de dignité, la grève s'est

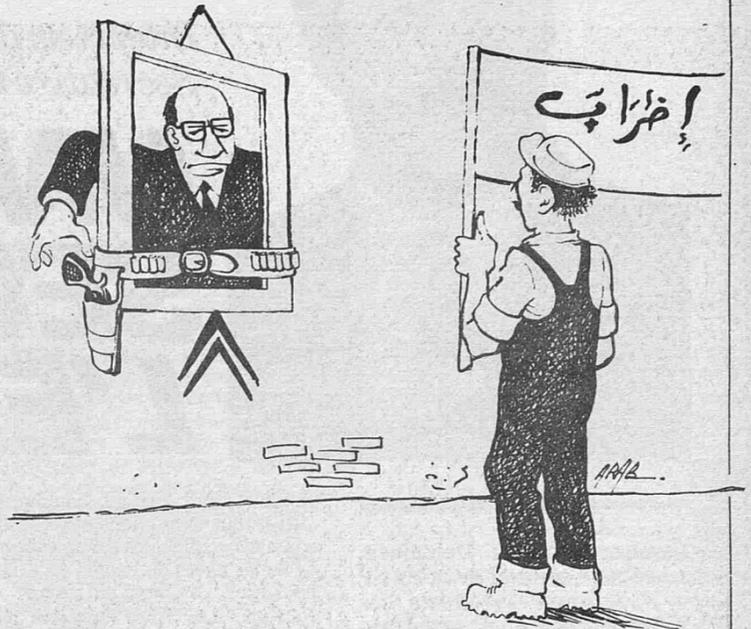
très vite élargie à d'autres revendications : suppression des coefficients 160 et 165, imposés par Citroën mais totalement absents de la convention collective, gratuité des cars de ramassage. La CFDT, pour sa part, demande la suppression des interprètes « maison ». « Ils ne traduisent que ce qu'ils veulent bien tradire, explique un délégué, ne nous tiennent au courant de rien, et vont quelquefois jusqu'à falsifier les discours ».

Le mouvement a atteint une ampleur nationale à partir du moment où les grandes centrales syndicales (CGT, CFDT) sont entrées en action, déplaçant leurs permanents régionaux. Dans l'ambiance d'un premier mai divisé, avec le conflit Renault en toile de fond et la proximité des élections de délégués

syndicaux chez Citroën, l'usine d'Aulnay est devenue l'objet d'un enjeu énorme. Pour la CGT en particulier, qui, de son propre aveu, est en perte de vitesse dans toute la France, surenchère et démonstration spectaculaires sont de rigueur.

Ce sont néanmoins les trois syndicats, CGT, CFDT, et FO (cette dernière restant très minoritaire sur le terrain) qui seront reçues par la Direction Départementale du Travail, mercredi 5 mai, lors d'une « tentative de conciliation avec la direction de Citroën ». Conciliation qui risque de se solder par un échec, malgré l'intervention du Ministère du Travail, tant que les directeurs d'Aulnay s'acharneront à reconnaître la CSL comme représentative des ouvriers.

Marc Weitzmann



A propos d'un fait de tous les jours

L'ENLEVEMENT DE LEILA

Un fait quotidien comme beaucoup d'autres. Que la presse classe dans les faits divers... Leïla, Algérienne, 19 ans, bachelière, prépare un diplôme de secrétaire de direction dans un lycée à Meaux. Lorsqu'elle retrouve sa famille, on l'enferme, le père la bat, elle tente un suicide, retourne au lycée où son père et son frère viennent la chercher en menaçant l'administration au couteau. Leïla n'est pas encore en Algérie elle est chez sa soeur « de son plein gré », elle n'est plus au lycée.

La pratique du rapt est une pratique aussi ancienne en Occident qu'en Orient et toujours liée à la guerre, à la conquête, au viol des femmes qu'on abandonne ou qu'on épouse, pour légitimer la progéniture nécessaire à la perpétuité de l'espèce, à la reproduction des chefs de guerre. Le rapt est toujours un acte de violence contre une personne ou un groupe quand la négociation n'a pas été envisagée ou qu'elle est devenue impossible. Et c'est toujours une personne du sexe féminin, petite fille, vierge ou femme qui constitue l'enjeu entre deux forces en présence, quand deux forces masculines antagonistes s'affrontent pour posséder un capital-Femme, un objet-Femme et puisqu'à ce moment-

là l'échange ne peu plus avoir lieu, c'est le conflit. Il arrive que l'enlèvement soit un rapt amoureux. Dans ce cas, à nouveau, même si la femme est consentante, un homme, l'amant, arrache de force une femme à un autre homme qui est le père ou le représentant mâle du clan.

Dans l'histoire de Leïla, une jeune Algérienne enlevée il y a quelques jours par ses parents, le rapt est paradoxal. En effet, le rapt se produit en général en sens inverse, on enlève une fille à sa famille. Là c'est la famille, père et frère, qui interviennent pour rapter la fille, la soeur. En fait on pourrait parler, plutôt que d'enlèvement, de récupération d'un objet, de réappropriation.

La famille de Leïla est propriétaire légitime, elle se croit en droit d'exiger de retrouver sa propriété dans la personne de Leïla. Et ces histoires de propriété, d'honneur, se règlent entre hommes, dans la violence, et au couteau. Il n'est pas question ici de droit de la personne, le père étant le chef incontesté et ayant tous les droits sur ses enfants. Père et fils reprennent donc leur bien, à couteau tiré, pensant avoir le droit pour eux puisqu'ils se fient au code de l'honneur en vigueur chez les musulmans. Pour eux, Leïla a été raptée par l'Institution scolaire et

avec elle par la Société et la Civilisation occidentales, perverses, menaçantes pour sa virginité physique, morale, intellectuelle. De plus, Leïla a été dévoyée puisqu'elle a choisi de rester du côté de l'Institution, des Etudes, du monde qui la dénature au point qu'elle n'obéit plus à son père, ne parle plus l'arabe et ne rentre pas à la maison comme elle le devrait.

Leïla a 19 ans. Elle est majeure. Son père n'a plus aucun droit sur elle, mais si elle ne porte pas plainte pour coups et blessures, pour enlèvement illégal, elle restera soumise à l'arbitraire du clan masculin qui en a fait un otage précieux. Leïla, comme beaucoup de jeunes Maghrébines, n'osera pas porter plainte, ne voudra pas porter plainte contre son père, son frère, sa famille, elle penserait les trahir, et elle ne remettra pas ceux de son clan à la police française, ni à la justice française. Elle n'acceptera jamais de donner ses protecteurs, mais aussi que lui adviendra-t-il ? Elle est sans défense, empêtrée dans des contradictions que personne d'autre qu'elle-même ne résoudra. Compter sur ses propres forces... Et sur une solidarité qui s'exprime publiquement sur le lieu des études et du travail.

Leïla Sebbar.

réactions

« Cher Mustapha » :

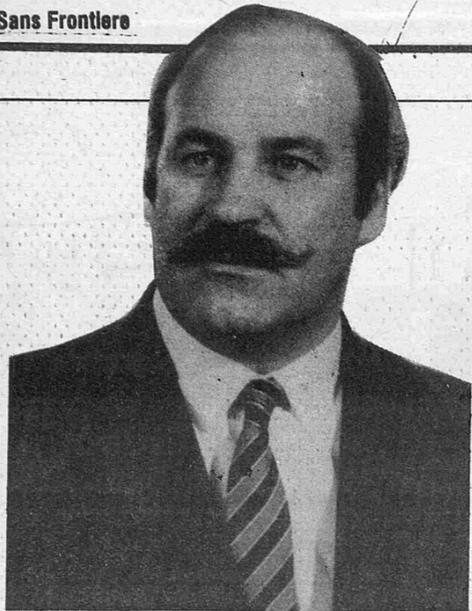
Le MRAP, dans un communiqué, annonce que le tract « Cher Mustapha » qui se sert des mêmes méthodes (que celles) employées dans la démarche antisémite » a été diffusé chez de nombreux particuliers et dans des entreprises, notamment dans les villes de Metz, Chambéry, Lille, Avignon, Carcassonne, Alès, Melun et Paris à la suite de quoi une série de plaintes a été déposée par le MRAP, qui a d'au tre part « attiré l'attention du Garde des Sceaux sur l'abjection de ce tract ano-

nyme, la perversité de son contenu et l'ampleur de sa diffusion »

Discrimination

Des femmes, à 80 % immigrées, sont également en grève, à l'usine Citroën d'Aulnay sous Bois. Pourtant, sur le terrain, devant les piquets de grève, aucune gréviste à l'horizon. Réponse d'un délégué syndical (CFDT) Yougoslave : « C'est un peu délicat. Vous pensez que les maris vont laisser leurs femmes venir ici s'il y a la grève, avec les enfants à la maison ? ».

Mesdames, à vos stylos, à vos piquets, le débat est ouvert...



Interview de B. Deleplace,
Secrétaire Général de la Fédération Autonome des Syndicats de police

UNE SEULE SOLUTION : L'EXPULSION ?

Lorsque Bernard Deleplace, secrétaire général de la FASP — Fédération Autonome des Syndicats de Police — demanda il y a un mois l'expulsion « comme avant le 10 mai, des délinquants récidivistes immigrés », il étonna plus d'un. Son syndicat, le plus important de la police, nous avait habitués à d'autres positions. On se souvient en effet de son opposition aux contrôles d'identité racistes, et de sa dénonciation de la présence de l'extrême-droite dans la police. Nous sommes allés le voir.

SANS-FRONTIERE : Je vais vous demander une première chose : qu'avez-vous dit exactement à Orléans ?

BERNARD DELEPLACE : Et bien, la prise de position de la fédération à Orléans à propos de la réouverture des bureaux d'expulsion est consécutive à ce que j'ai pu apprendre, entendre au cours d'un tour de France organisé lors de nos élections professionnelles. Les militants m'ont dit : depuis le 10 mai « dans des cités, qu'on appelle aujourd'hui les cités chaudes, il y a de plus en plus une augmentation de la violence, une escalade d'une certaine délinquance mal ressentie de la part des étrangers récidivistes de méfaits quelquefois pas très importants, mais qui sont connus pour des vols de voitures, des vols de motos, etc... » ; où de plus en plus il s'installe un climat de guérilla entre les policiers et certains étrangers qui vivent dans ces cités. On m'a même rapporté que, de plus en plus, nos collègues se trouvaient en difficulté quand ils intervenaient dans ces cités. On m'a expliqué par exemple, que dans l'Est lyonnais, il y avait toute une organisation d'étrangers qui organisaient un peu ce qu'on pourrait appeler le lièvre : (un voleur de voitures poursuivi par les policiers et des équipes qui levaient les plaques d'égoût pour que les policiers tombent dedans). Donc il y a tout un phénomène de violence qui appelle une répression violente. Devant ces clignotants, on s'est dit, que devons-nous faire ? Beaucoup de policiers m'ont dit les populations sont prêtes à s'armer parce que nous n'arrivons pas à canaliser un peu cette violence pour la régler, et de plus en plus on assiste à un phénomène de racisme qui prend de plus en plus corps dans les rangs de la police, et je crois, qui commence à devenir très inquiétant. A partir de là, on s'est dit il est peut-être nécessaire de s'attaquer à ceux qui, depuis le 10 Mai, ont peut-être un peu trop pris d'assurance et qui dévient un peu, y compris les étrangers qui restent pour une grande partie con-

venables, qui restent comme les autres, qui vivent dans ce pays. Il y a peut-être quelques organisateurs, quelques chefs de bande, qu'il faut peut-être, aujourd'hui avoir le courage de renvoyer dans leur pays d'origine. Peut-être que nous arriverons à stopper l'évolution du racisme, y compris la réponse à la violence par la violence. Nous craignons cet été que les phénomènes regaillissent, la crise est là, le chômage continue, les cités ne sont pas rasées.

S.F. : Le principe de l'expulsion n'a pas été entièrement abandonné. Il y a une loi qui a été votée en octobre ; estimez-vous alors qu'elle ne suffit pas à régler le problème ?

B.D. : Actuellement, il n'y a encore aucune mesure d'expulsion qui ait été prise, aucune circulaire d'application n'a été prise pour refouler ou pour raccompagner aux fron-

tières les étrangers indésirables qui se sont livrés à des actes répréhensibles sur le territoire national. Ceci dit, il y a un problème, celui de la deuxième génération des Algériens. C'est vrai que les Algériens posent un problème particulier, nous le savons tous.

S.F. : En quoi ?

B.D. : On ne peut pas dire qu'ils soient complètement algériens, ou complètement français, et là il y a un gros problème.

S.F. : Ce sont ceux-là qui ont été les auteurs des événements de l'été dernier, non ?

B.D. : Sur ce plan-là, je ne voudrais pas laisser croire que ce sont seulement les Algériens qui sont responsables de la violence, de l'agressivité dans certaines cités. Je crois que c'est un phénomène assez général de la jeunesse et c'est plus visible quand ce sont des jeunes qui émanent d'autres pays que la France, mais je crois pouvoir dire qu'il y a un gros phénomène. Nous craignons beaucoup avec ces Algériens de la deuxième génération, qu'il y ait une manipulation. On a compris très vite que finalement leurs parents, avaient les trois quart du temps,

une origine culturelle, des racines culturelles. Ces jeunes Algériens, mal scolarisés, ghettoisés dans ces cités, ni français ni Algériens, ni politisés les trois quart du temps, ne s'expriment que par la violence. C'est un gros phénomène que la France doit rencontrer : dans les jours qui viennent, dans les mois qui viennent, la France va peut-être payer le prix de la guerre d'Algérie.

Moi je crains fort, si on n'y prend pas garde, qu'il y ait des réponses de la part des policiers, et je ne vous caherai pas que nous n'avons plus de réponses satisfaisantes aux problèmes posés par les policiers pour essayer de régler cette violence. A partir de là que faut-il faire ? Je pose la question. Je suis assez surpris par exemple, alors que notre Fédération étant très connue que je n'ai jamais pu rencontrer un représentant de l'Amicale des Algériens en France.

Rien n'a changé depuis le 10 mai

S.F. : Mais l'avez-vous demandé ?

B.D. : Non, mais enfin ils connaissent la Fédération autonome, ils connaissent bien la police, enfin je pense. Jamais ces gens qui essaient d'organiser les étrangers sur le territoire national n'ont tenté de prendre contact avec la Fédération pour voir un peu comment nous pourrions approcher ces phénomènes. Chacun reste là dans son petit coin et chacun critique l'autre.

S.F. : Mais seriez-vous prêts à contacter d'autres associations que l'Amicale

b.D. : Je suis toujours prêt. La Fédération a toujours été ouverte sur le monde réel, sur toutes les associations quelles qu'elles soient, et j'ai été surpris de ne jamais avoir la possibilité de rencontrer l'Amicale des Algériens en France.

S.F. : Donc, ce n'est pas le problème de l'immigration en général, mais un problème maghrébin ?

B.D. : Je crois qu'il y a un problème d'immigration, il y a une criminalité qui est développée par plusieurs, ressortissants de pays différents suivant le domaine de la

criminalité. Il y a le Yougoslave, par exemple, il s'adonne à une certaine criminalité. Il y a le Turc, qui est assez neutre en fait, sur le territoire national. Il y a le Maghrébin, c'est un peu les problèmes de rue, petite violence, petite délinquance et il y avait les Corses dans le temps, c'était le proxénétisme. Aujourd'hui, il est vrai que les Maghrébins dans ce pays n'ont pas bonne presse, et il y a de très nombreux policiers qui nous disent « C'est toujours notre clientèle ». Nos collègues nous disent, 95 % de nos interpellations, de nos arrestations, sont des gens du Maghreb. Les Espagnols, les Portugais, un peu moins.

S.F. : Mais prenons concrètement un exemple. Un petit jeune qui est arrivé en France avant l'âge de dix ans n'est pas, d'après la loi, expulsable. Il commet trois larcins, trois vols de mobylette, vous serez pour son expulsion, s'il est pris ?

B.D. : Non, quand même pas.

S.F. : Il y a des catégories qui ne sont pas expulsables d'après la loi.

B.D. : Non écoutez, il ne faut quand même pas exagérer. Nous ne voulons pas voir ce que nous avons vu avant le 10 mai. Je me souviens qu'on avait expulsé un étranger sans même lui laisser le temps de prendre son matériel orthopédique. C'est tout de même scandaleux, pas humain. Mais je crois qu'il y a dans certaines cités préoccupantes, quelques meneurs, quelques chefs. On n'arrête pas de nous dire « On connaît les chefs », les meneurs et on ne fait rien ». On a le sentiment que tout le monde s'organise pour laisser persister une situation qui est intolérable à bien des égards pour les populations, y compris même pour les autres étrangers qui ne demandent qu'à travailler, et à vivre tranquillement sans être interpellés en permanence. Nous savons très bien que lorsque nous faisons des opérations ponctuelles sur des quartiers chauds, on suscite parfois le recouvrement des jeunes contre la police. Ce n'est pas sheureux comme résultat. La Fédération s'est toujours préoccupée du contact avec la jeunesse, qui n'est pas excellent, et la Fédération de l'améliorer.

S.F. : Là il y a par exemple des opérations qui sont prévues au niveau des contrats d'agglomération. Est-ce que vous avez été touché ? et la commission sur les quartiers insalubres ?

B.D. : Bien avant le 10 mai, nous avions préconisé une nouvelle donnée en matière de tranquillité publique qui devait passer de notre point de vue par la jonction de tous ceux qui s'occupent d'associations de délinquance, de réinsertion, de répression et les élus ; nous avions dit que ce n'est pas juste de laisser les policiers seuls régler ces problèmes. C'est un problème de

société, un problème politique. Il faut donc le régler en y intégrant tous les éléments qui concourent à la tranquillité publique, y compris les intéressés eux-mêmes. On avait même dit qu'on peut créer des comités d'usagers contre les policiers, position que j'avais voulu porter pour susciter un intérêt. J'ai l'impression que sur le plan intellectuel, sur le plan du discours, chacun dit « brave étranger, brave ceci, brave cela », personne ne se dit qu'il faut une répression, il faut faire quelque chose, mais au niveau



du concret, du réel, il n'y a plus personne pour prendre des responsabilités. Nous avons essayé de susciter quelques réunions ; à Marseille cela a été assez intéressant ; à Lyon, ça n'a pas été possible. On est arrivé à un stade à Lyon par exemple où l'Amicale des Algériens ne pourrait même plus rencontrer le syndicat de la Fédération, finalement c'est la guerre, quoi. Moi, je comprends très bien le représentant de l'Amicale, coincé par ses adhérents et puis les policiers aussi confrontés avec leurs collègues qui ne comprennent plus la violence qui leur est opposée dans ces quartiers pour essayer de régler un peu le problème de l'ordre public.

S.F. : Et comment réagissent les autres syndicats policiers ?

B.D. : Tout le monde a dit que c'est un peu tard que la Fédération commence à comprendre quelques réalités. Ceci dit, à propos de la délinquance et de la violence, je ne crois pas que le gouvernement, aujourd'hui, soit en train de prendre le dossier à bras-le-corps. Je considère que c'est une fuite en avant une fois de plus. Les problèmes sont bien plus profonds, bien plus politiques, et les dernières déclarations de M. Gaston Defferre me laissent penser que c'est une fuite en avant. On reprend exactement le même discours qu'avant le 10 mai ; je crois qu'on a absolument pas changé d'attitude au niveau du gouvernement. Au





DELEPLACE...

milieu de tout cela, il y a le policier, confronté à la réalité.

S.F. : Justement à propos des contrôles d'identité, on avait constaté que c'était les immigrés qui étaient contrôlés, c'est ce que l'on avait appelé le « contrôle au faciès », ne pensez-vous pas que ça peut dérapier ?

B.D. : Pour les contrôles d'identité, nous avons toujours été prudents. Nous avons combattu la loi Sécurité et Liberté de M. Alain Peyrefitte. Nous avons beaucoup réfléchi à ces contrôles que nous opérons avant le 10 mai, d'une façon un peu « pifométrique ».

Quand c'était heureux, très bien, pas de problèmes, mais parfois il y a eu bavure. Nous sommes aussi des syndicalistes, avides de liberté, nous avons dit, que nous ne pouvions pas, sous couvert de sécurité, donner la capacité au gouvernement, de ne plus accorder le droit d'aller et venir sans être inquiet, à tout citoyen de ce pays.

C'était une première analyse de ce projet de loi Sécurité et Liberté. Puis on voyait bien où on nous conduisait. On ne nous accordait pas, pas plus le gouvernement d'aujourd'hui que le gouvernement d'hier, l'apport des moyens pour régler le problème. C'est quand même surprenant qu'on ait laissé se développer des villes champignons sans un seul commissariat. Il y a 2000 logements à la Courneuve, on y avait mis que trois flics.

Trois collègues pour faire la sécurité de près de 10 000 personnes. On a créé l'insécurité. Pour en revenir à notre problème, M. Defferre nous a parlé de son changement à 180°, de sa conception en matière de sécurité, il nous place d'ailleurs dans une situation très difficile. Vous savez, il y a toujours des professionnels qui ne se préoccupent que de leurs capacités professionnelles, sans réfléchir à l'élément liberté dans l'activité policière ; on veut toujours être efficace quand on fait un métier, et le policier est un homme aussi qui veut devenir de plus en plus efficace. Ceci dit on n'a pas fait comprendre non plus suffisamment dans ce pays, tous les problèmes de société. La peine de mort par exemple, a fait beaucoup causer chez nous. On a beau dire qu'aux U.S.A. il y a 450 condamnés à mort, et que les policiers sont toujours tués. On sait fort bien qu'il y a le quartier du Bronx à New-York, qui est incontrôlable pour les policiers. Je crois qu'on a polarisé sur quelques cités, quelques phénomènes. Quand on regarde bien le coût de cette criminalité par rapport à la délinquance en col blanc, c'est vraiment à « se fiche la tête par terre ». Mais il y a une opinion publique qui a été travaillée, depuis de très nombreuses années, et les policiers sont partie prenante de cette société, imprégnée par une volonté effrénée de vivre en sécurité, et fatalement nous sommes pris entre

la volonté d'efficacité et la volonté d'une grande partie de l'opinion publique, peut-être informée d'une certaine façon. Aujourd'hui, nous nous disons que, si on continue comme ça, ils vont tirer.

S.F. : Mais par exemple, pour les événements qui se sont passés cet été, le Ministre de l'Intérieur n'a pas provoqué de réunions, de rencontre, avec le Secrétariat d'Etat aux Immigrés, où vous étiez invités ?

B.D. : Dernièrement, j'ai demandé à rencontrer le secrétariat aux Immigrés à propos du scandale de la réception des étrangers à la préfecture de police, et les combines qui se sont greffées. Il y a ces gens qui accordaient quelquefois de façon surprenante des cartes avec des cabinets d'affaires et autres ; il n'a pas répondu.

Alors moi je pense que chacun fait son discours dans sa petite tour d'ivoire et puis que chacun s'en contente. Et puis ensuite on nous laisse, policiers et syndicalistes, confrontés aux réalités, je suis convaincu que parfois ça arrangerait peut-être que nos collègues tirent dans le tas, et puis après on se dirait, tiens, un gros phénomène, on va s'y pencher. C'est pas ce que nous voulons et c'est dans ce sens-là que nous avons demandé de se séparer de certains récidivistes, meneurs, dans les cités de les expulser dans leur pays d'origine, quelle que soit leur race et quel que soit leur pays, de manière à essayer de bien faire comprendre qu'il y a des limites sur ceux qui prennent un peu trop d'assurance pour défier peut-être la société.

S.F. : Donc un peu plus de répression pour « les meneurs »...

B.D. : Un peu plus de répression, j'aime pas beaucoup ce terme,

S.F. : C'est bien cela, non ?

B.D. : Oui, mais enfin, je souhaiterais bien qu'on m'apporte d'autres solutions.

S.F. : C'est justement ce que j'allais vous demander, n'en voyez-vous pas d'autres ?

B.D. : Ça fait déjà bientôt un an que ce gouvernement est en place, on ne peut pas radicalement changer les choses. Enfin on a bien fait un conseil interministériel décentralisé pour essayer de s'occuper de l'est Lyonnais, ceci dit le problème pour les policiers reste entier.

S.F. : Sur place ?

B.D. : Oui, il reste entier ; on leur a bien demandé des voitures super puissantes. Je crois qu'il aurait été logique que les policiers confrontés à tout cela puissent avoir des discussions avec tous les spécialistes de ces phénomènes de société. Seulement tout reste toujours à un niveau très élevé, comme dans le temps, ce sont les chefs qui discutent, puis après les autres appliquent, on ne les met pas au courant, on ne les confronte pas avec tous ces gens qui doivent s'occuper de ces problèmes. Ça n'a pas changé à ce niveau.

Propos recueillis par
Kamal Belarbi

ICI ET LA

répression

Sans-papiers à Lille :

Y'A QU'LA FOI QUI SAUVE !

Depuis le 23 avril, environ soixante-dix « sans papiers » occupent l'église Saint-Pierre Saint Paul du quartier de Wazemmes à Lille.

Soutenus par quelques français, ils semblent décidés à poursuivre leur mouvement jusqu'à satisfaction totale de leur revendication : régularisation globale et sans conditions pour tous. Réaction des habitants du quartier : « C'est embêtant pour les enterrements : avec les banderoles ça fait mauvais effet ».

Premier mai tristounet dans la ville de Pierre Mauroy. Le cortège unitaire qui défile dans le quartier « populaire » de Wazemmes doit regrouper à tout casser trois à cinq cent personnes. Cégétistes en tête, chacun y va de son slogan sur les trente-cinq heures, la libération des syndicalistes emprisonnés, l'impérialisme US et la barbarie iranienne. Place du marché, regroupement du cortège. Les responsables syndicaux CGT et CFDT attaquent leur laïus sur l'unité dans la diversité ; on applaudit mollement et on se disperse lorsque soudain des slogans fusent d'une rue transversale.

Qui manifeste ainsi avec un métronome de retard ? Une cinquantaine d'immigrés traverse la Place du Marché aux cris de « Nous voulons des papiers ! », sous le regard héberlué des manifestants français. Le groupe de clandestins a suivi la manifestation pendant trois heures et personne ne s'en est aperçu. « Ils veulent des papiers » ; rigole un militant CFDT en tendant une pile de tracts. « on a que ça »

Flash-back le 23 avril, 9 heure du matin. Depuis quelques jours déjà, quelques animateurs de Radio-Bacchanales, et un noyau de militants sans-papiers distribuent tracts sur tracts et multiplient les efforts de mobilisation, prenant pour exemples les mouvements récents : « A Paris, des centaines de travailleurs (sic) ont occupé les locaux de leurs entreprises... et certains par ces luttes courageuses ont obtenu leurs papiers. A Mions, à Avignon, des grèves de la faim ont duré des semaines. Partout en France à l'initiative des travailleurs immigrés des manifestations défilent... Nous sommes tous dans la même situation... Notre détermination consiste à lutter ensemble ».

Ce mercredi 23 avril, environ soixante-dix sans papiers se retrouvent pour « lutter ensemble », ce qui se traduit en l'occurrence par une manifestation devant la mairie, où se réunit la commission de régularisation. Histoire de « faire pression sur les autorités », les sans-papiers et les français qui les accompagnent décident d'occuper la mairie. Immédiatement, les autorités en question proposent de négocier, à condition que la mairie soit évacuée. Refus des occupants ; « C'était un piège grossier », explique un militant

français, puisque seule notre union et notre lutte font notre force. C'est parce que les autorités l'ont très bien compris qu'ils nous ont envoyé leurs flics ». Devant le refus des occupants de négocier, et après une première nuit d'occupation, c'est manu militari que les CRS font sortir les sans-papiers, qui se réfugient à Wazemmes, le quartier « populaire » de Lille, le vieux quartier, avec ses maisons basses et étroites. « Ici, c'est notre quartier », explique David, un mauritanien saisonnier. C'est le quartier des immigrés. C'est chez nous ». Après quelques heures d'incertitude, les sans-papiers décident finalement d'occuper l'église St-Pierre St-Simon de Wazemmes, et avec l'accord négocié du curé, s'installent dans une nef latérale, à droite de l'allée centrale. Il y a là des algériens, des marocains, des tunisiens, des portugais, des mauritaniens, qui, depuis maintenant deux semaines mangent et couchent dans l'église. Un réchaud à gaz a été installé, des matelas apportés, au grand effroi des pratiquant(es) qui n'entrent plus qu'à pas comptés dans l'église.

En fait, l'occupation de l'église est en passe de devenir un véritable scandale. Curieusement, ainsi que l'explique le curé de la paroisse, « Ce sont les moins pratiquants qui

du quartier. Le curé a beau se poser en médiateur, expliquer que les sans-papiers « sont parmi les plus défavorisés » et « qu'il s'agit de respecter une tradition millénaire de l'Eglise : le droit d'asile », rien n'y fait et pour la grosse majorité de la population, une seule question : « Pourquoi une église ? » « C'est ennuyeux pour les mariages », explique la tenancière d'un bistrot installé face à l'église. « Comment voulez-vous prendre une photo avec toutes ces banderoles ? La traîne de la mariée se prend dans les panneaux et tout. Et puis pour les enterrements, ça fait mauvais effet ». « Et tous ces algériens », ajoute-t-elle finement, « s'ils ne savaient même pas qu'il fallait des papiers, c'est qu'ils travaillaient au noir » !

La radicalisation des Sans-Papiers et des Français qui les soutiennent n'aide pas à rompre leur isolement, c'est le moins qu'on puisse dire : « Ce que nous demandons, c'est une régularisation globale. Tant que la Préfecture proposera des négociations sur la base d'un examen individuel des dossiers, nous ne négocierons pas ». Le responsable de la section de la Ligue des Droits de l'Homme explique que : « Nous sommes d'accord sur le fond, c'est-à-dire le refus des explications et la régularisation ; pour la forme, faut



se montrent les plus acharnés ». Témoin ce jeune gitan sédentarisé, né à Wazemmes, féroce anticlérical, qui explique : « J'ai soutenu les sans-papiers quand ils ont occupé la mairie. Mais une église, non, ça ne passe pas. C'est pas question de religion, je suis athée. Je n'ai jamais mis les pieds dans une église, et c'est pas demain qu'on m'y verra ; si tu veux m'insulter, traite-moi de catho. Mais une église, je ne comprends pas. Nous quand on vient chez eux, si on va dans une mosquée, ils nous arrachent les couilles, alors pourquoi on les laisse rentrer ? » « Tu vois, je connais bien le quartier, tous les gens sont comme moi. Ils n'ont pas admis l'occupation ».

Effectivement, ceux que l'on appelle « les Algériens » se sont totalement, isolés de la population

voir. Certains affirment qu'ils sont manipulés par l'extrême-gauche. Je n'irai pas jusque là, il faudrait déjà savoir ce qu'on entend par là. Reste que après l'entrevue que j'ai eu avec eux, il apparaît qu'ils ne semblent pas souhaiter le soutien d'organisation comme la nôtre pour le moment. Pourquoi, ça, c'est leur affaire ». Le responsable CFDT, beaucoup plus affirmatif, refuse d'apporter son soutien « à un mouvement qui n'accepte aucun dialogue et qui n'est pas dégagé de toute influence extérieure ».

« Même les immigrés sont contre nous », explique David, un mauritanien. Ceux qui ont des papiers, qui sont installés avec leurs maisons, et tout. Je ne comprend pas ça.

Marc Weitzmann

LE DROIT D'ASSOCIATION POUR LES IMMIGRES

Exclus pratiquement de toute vie associative, les immigrés ont depuis octobre 1981, la possibilité de créer une association 1901, et de prendre des responsabilités à tous les niveaux, d'une telle association.

Toutes les restrictions contenues dans le décret loi 1939 ont été levées. Depuis le vote par le parlement de la loi du 9 octobre 1981, de nombreuses associations immigrées se sont créées et il est probable que ce mouvement va s'amplifier.

Par ailleurs, et à l'initiative de M. André Henry, Ministre du temps libre, un avant projet de loi pour la promotion de la vie associative, est actuellement en cours de discussion.

Le 25 janvier 1981, M. Henry, communiquait ses propositions aux associations, en leur demandant de lui soumettre leurs remarques. A leur demande, les Associations ont obtenu du ministère que cette consultation qui devait se clore à l'origine le 15 mars se prolonge jusqu'au 30 avril.

Le « projet Henry » constate d'abord le développement du mouvement associatif en France : « avant la dernière guerre mondiale, y lit on, quelques centaines d'associations naissaient seulement chaque année, en 1964 douze mille se déclaraient et pour l'année 1976 plus de vingt-mille se constituaient ».

Constatant que les associations

sont devenues « les lieux privilégiés de confrontation d'idées, d'innovation collective et d'expression des individualités », le projet Henry souligne par ailleurs le rôle qu'elles peuvent jouer dans le cadre de la lutte contre le chômage : « Les associations participent à la création d'emplois : six cent cinquante mille personnes sont salariées des associations et la diversification des aides financières publiques ou privées sont de nature à entraîner une augmentation de ces emplois ».

Pour stimuler la vie associative, et la soutenir, le ministre du temps libre prévoit cinq moyens : la reconnaissance d'utilité sociale, qui s'ajoutera à la reconnaissance d'utilité publique, (disposition contenue dans la loi 1901, mais accordée à un nombre trop restreint d'associations). La création d'un statut de l'élu social, des garanties de financement des associations par le biais de l'économie sociale l'extension des moyens d'expression des associations et des allègements fiscaux. Principalement, la reconnaissance d'utilité sociale est un acte administratif : par lequel « une autorité publique exprime les intérêts pour des activités menées par une association dans un secteur économique, culturel ou social qu'elle n'a pas la volonté d'ériger en service public mais dont elle a le souci d'assurer le caractère durable ».

La reconnaissance d'utilité

publique peut-être octroyée, après avis d'une commission, soit au niveau national (par le ministère de « tutelle » des activités de la dite association) soit au niveau régional par le préfet.

Quatre critères seront pris en considération pour l'octroi de cette reconnaissance qui donnera droit à un certain nombre d'avantages pour les associations bénéficiaires. La deuxième innovation du projet « Henry » est la création de statut de l'élu social ; ce statut donnera droit aux administrateurs bénévoles « ayant reçu mandat de leur association pour les représenter dans des instances administratives » de bénéficier « du temps nécessaire pris sur leur temps de travail pour exercer leur mission ».

Ces diverses dispositions ont fait l'objet d'une journée de discussion à l'initiative de « Fonda », fondation pour la vie associative. Cette association qui regroupe plus de cinq cent associations a pris par ailleurs l'initiative de diffuser à ses membres associés un questionnaire, que nous reproduisons intégralement ci-après sur les étrangers et la vie associative. Elaboré par le comité d'études et de liaison « Etrangers » qui fonctionne au sein du Fonda, ce questionnaire tente de cerner la place qu'occupent les immigrés - et l'immigration dans les associations, et les rapports de ces dernières entre elles tiennent ou pas avec eux.

La Cimade lance une campagne :

UNE CARTE D'IDENTITE DE DIX ANS

Comme nous l'avions annoncé la semaine dernière, la CIMADE a lancé un appel au gouvernement pour l'octroi d'une carte d'identité d'immigré de 10 ans renouvelable sans condition d'emploi.

Pour permettre à ses correspondants et ses partenaires de participer à cette campagne, inaugurée par l'envoi d'une lettre à M. Defferre et M. Autain, la CIMADE a édité une brochure explicitant les arguments qui militent en faveur d'une telle décision.

Ce plaidoyer résume dans une première fiche la politique menée envers les immigrés par le précédent gouvernement politique caractérisée par l'installation dans la précarité de l'ensemble de la population étrangère et visant au départ en cinq ans d'un million d'immigrés.

Le document qui rappelle les divers régimes de cartes de séjour et de résidence constate que mis à part les « privilégiés » titulaires d'une carte de résidence ou de séjour de 10 ans, cartes renouvelables de plein droit, « Le régime général des cartes de séjour place la majorité des travailleurs qui en sont détenteurs dans une situation de précarité dans la mesure où il n'y a pas automaticité dans le renouvellement et qu'elles peuvent être retirées aux intéressés ». Aggravé par la pratique des récépissés, « ce régime... illustre très bien l'image de l'immigré provisoirement installé en France et lié au travail ».

La CIMADE constate que la limitation des expulsions et l'octroi du droit d'association constituent les décisions les plus importantes du nouveau gouvernement, puisqu'elles marquent une rupture avec l'ancien statut de l'immigré - Les autres décisions « améliorent la situation » sans la modifier. Dans ce contexte, l'octroi d'une carte d'identité d'immigré de dix ans renouvelable sans condition d'emploi, revendiquée d'ailleurs par le Parti Socialiste dès 1980, serait un pas vers l'égalité des droits, explique la CIMADE.

D'abord parce que l'octroi d'une telle carte signifiera la reconnaissance officielle par le gouvernement du caractère permanent de l'immigration.

« Supprimant le lien obligé séjour-travail » cette carte dont la durée, symboliquement, serait similaire à la carte d'identité française « assurera à son titulaire une importante stabilité dans le temps ; elle le sortira d'une situation actuellement incertaine et fragile, lui permettra de faire des projets tant pour sa famille que pour son propre avenir ».

Enfin on trouve en annexe du document un rappel des positions syndicales sur le séjour des immigrés, et le texte de la lettre adressée à M. Gaston Defferre.

K.B.

Pour tous renseignements : CIMADE, 176, rue de Grenelle - 75007 - Paris.

Questionnaire

Participation des étrangers à la vie associative

Mettre une croix dans la case correspondant à votre réponse.

NOM de l'association (facultatif)

à votre association ?

ADRESSE (facultatif)

• oui
• non

OBJET :

7 - Avez-vous des contacts avec des associations d'autres nationalités ?

1 - Nationalité des membres

- majoritairement français
- majoritairement étranger

2 - Dans vos statuts, y'a-t-il des empêchements à l'application de la loi du 9/10/81 ?

• oui

• non

Si oui, lesquels ?

- Quel type d'association ?

- sportive
- culturelle
- folklorique
- culturelle
- action sociale
- autre (précisez)
- lesquelles (facultatif)

3 - Si oui, depuis la nouvelle loi du 9/10/81, votre Conseil d'Administration a-t-il réexaminé les statuts de l'association ?

• oui

• non

4 - Y'a-t-il des étrangers dans votre association ?

• oui

• non

Dans les deux cas, pouvez-vous préciser pourquoi ?

- Quelle nature de contact ?

- prestation
- action ponctuelle commune
- coordination régulière
- collaboration régulière
- autre (précisez)

8 - Quelle évaluation faites-vous de vos contacts ?

9 - Souhaitez-vous promouvoir des contacts avec d'autres associations ?

• oui

• non

Si oui, quel type ?

- Au niveau
- local
- régional
- national

6 - La nouvelle loi va-t-elle vous permettre d'envisager une plus grande participation des étrangers

A retourner à :
FONDA - Comité Etrangers - 18, rue de Varenne - 75007 Paris.

FONDA

Brève

Bourses d'étudiants : A vos dossiers !

Le Ministère de l'Education nationale vient, dans une circulaire en date du 28 avril 82, de préciser les conditions d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur « critères sociaux » pour l'année universitaire 82/83. Ce texte se propose de répondre à toutes les instructions antérieures dans un nouveau texte plus général.

Pour la première fois, semble-t-il, cette aide « sera étendue dans les conditions prévues par la présente circulaire aux étudiants étrangers dont les parents (père et mère) ainsi que les autres enfants à charge résident en France depuis deux ans ». Mais cette circulaire prévoit que les dossiers doivent arriver avant le 10 mai pour examen. Ces bourses seront attribuées aux étudiants titulaires de la carte de réfugié et ce en application de la Convention de Genève.

Y. Poudroux en grève de la faim

« PAS QUESTION D'ARRÊTER »

Il est de ceux qui le 10 mai 1981 à la rue Solférino, mélaient sa voix à celle des autres pour chanter l'espoir, lui, réunionnais de 54 ans emporté par le vent d'allégresse qui, annonçait, pensait-il, le changement. Il croyait fermement en la condamnation de l'intolérance et de l'arbitraire. Car, militant du Parti Socialiste en 1977, il avait fait campagne pour François Mitterrand en 1974 et 1981.

Pourtant depuis 11 mois, il n'a négligé aucune démarches pour faire valoir ses droits, ceux que Y. Poudroux revendiquaient en 1980 avec l'appui du P.S ; mais en vain... pour dénoncer une trahison de la part de ses ex-camarades de luttes, lors de notre entretien, Y. Poudroux montre la lettre de M. Sueur de la Fédération du P.S. du Loiret et de M. Sullerot de la section d'Orléans du P.S. adressée au préfet du Loiret en juin 1980 en faveur de sa réintégration et du paiement de ses indemnités ; Alors Y. Poudroux ne comprend pas le revirement de position du P.S. car ses revendications d'aujourd'hui reprennent celles de 1980. Le gouvernement de gauche ferait-il la même politique que celui de droite ?

Le comité de Soutien à Y. Poudroux multiplie contacts sur contacts pour faire aboutir les

revendications légitimes de cet homme que la machine de l'intolérance et du cynisme tente de broyer ; Car quelles que soient les positions politiques de cet homme on ne peut tolérer la discrimination qui le frappe. Décider d'aller jusqu'au bout, Y. Poudroux affirmait : « Pas question d'arrêter ma grève de la faim, je veux des garanties sérieuses de ceux qui m'avaient aidé contre le pouvoir colonial de Giscard, pour l'amnistie et ma réintégration ».

Le mercredi 5/82 le comité de soutien devait tenir une conférence de presse. Il semble que peu de journaux aient répondu à l'invitation mais ce comité entend aider Y. Poudroux pour qu'il obtienne l'amnistie ; sa réintégration à la Réunion et le paiement de ses indemnités pour perte d'emploi.

Ci-joint quelques extraits du communiqué que le comité de soutien a fait parvenir à Sans-Frontière : « A cette époque le parti socialiste s'était résolu ment engagé à ses côtés dans sa lutte contre l'arbitraire, l'injustice et la discrimination... On ne peut que s'interroger sur l'attitude du parti socialiste qui avait suscité tant d'espoir chez cet homme ».

On ose espérer que son appel soit entendu vite et très vite car c'est de la vie d'un homme qu'il s'agit.

Témoignage sur les événements d'Oran :

« BARKANA MEL HONDA! »



Manifestant(es) face aux C.N.S

Du point de vue des luttes sociales, il est d'usage en Algérie d'associer l'Oranie et particulièrement la ville d'Oran à un tempérament laxiste. Pourtant, durant quatre jours, Oran a frisé l'émeute.

Des millions de jeunes, lycéens, chômeurs ont porté dans la rue un sentiment de révolte. Contestation de l'appareil scolaire au départ, les événements d'Oran ont abouti à la contestation d'un ordre social.

Mercredi 21 avril les lycéens, en grève depuis la veille sortent et marchent dans la rue. Ils s'insurgent contre une sélection de plus en plus sévère et un avenir de plus en plus aléatoire.

Ils sont 101 000 à se présenter au bac, il n'y a que 6 000 places à l'université. Soit un taux de « réussite » de 5 %. Le reste ira grossir les rangs des 60 000 éjectés

chaque année par le système scolaire dans son ensemble. L'après midi, ils seront des milliers, graves et fiers, dans une ambiance de fête. Impressionnante cette présence féminine, ces centaines de lycéennes dans la rue sans tuteur. Une bouffée d'air, une impression que tout est possible... La rue investie dérange. C'est plus qu'un tabou. La réponse policière ne va pas tarder, et le matraquage commence. A cette violence, spontanément des milliers de jeunes, ex-lycéens, aujourd'hui chômeurs (présentés comme partout ailleurs comme délinquants) interviennent.

Acte deux, les laissés pour compte prennent position : si le slogan lycéen : « Yizzina mel Honda » (y en a marre des Honda), « Yizzina mel Hogra » (y en a marre des brimades) « contruisez l'université » (la rime étant avec la « Jamia » : université) est bien passé, ce sera un autre qui fera l'unanimité, puisque tout le monde s'égosillait : « Yizzina, Djezair

lina » (y en a marre l'Algérie est à nous).

La présence massive des brigades d'interventions (équivalent CRS) illustre que le mouvement a changé de mains, les lycéens sont maintenant noyés, le nouveau ton est donné : 200 arrestations le premier soir, des dizaines de blessés dont un grièvement par grenades lacrymogènes, les artères qui ont été occupées par les manifestants seront nettoyées, magasins de luxe, magasins d'états, bijouteries, grands cafés, feux de signalisation sont saccagés.

Le scénario reprendra le lendemain avec autant de violences : les services d'urgences débordés, les commissariats trop pleins. Suspect, le citoyen après 19 heures. La sympathie puis la communion de l'ensemble de la population s'est exprimée de différentes manières : dans l'occupation du tribunal de flagrant délit, jeudi 22, dans les maisons

ouvertes aux manifestants poursuivis, dans les « You you » des femmes etc...

L'annulation des manifestations culturelles et surtout sportives vendredi, jour férié, montre bien la gravité des événements et la peur face à un quelconque rassemblement.

Par ailleurs, il est à signaler la tiédeur « estudiantine » qui malgré les trois jours de grève de solidarité, a déçu plus d'un. La tentative d'une marche de protestation samedi 24, rondement dispersée, a rappelé la faiblesse du mouvement étudiant.

On peut se demander, si les libérations sous caution de plus de 600 manifestations ne sont pas une mesure pour circonscrire une contestation dont les villes de Mascara, Mostaganem, Tlemcen se sont faites l'écho ?...

Récit exclusif
A.B.

Mort de Ben Yahia

ACCIDENT OU ATTENTAT ?

C'est un coup dur pour l'Algérie pour ne pas dire une catastrophe.

Alors qu'il se rendait à Téhéran dans le cadre de l'initiative de paix algérienne proposée par le président Chadli Bendjedid le 7 avril dernier dans la guerre qui oppose l'Irak à l'Irak, M. Mohamed Ben Yahia ministre algérien des affaires étrangères a

trouvé la mort dans un accident d'avion à la frontière irano-turque dans des conditions qui restent pour l'instant mystérieuses.

L'avion spécial, un « Grumman G2 » transportant M. Ben Yahia ainsi que huit haut fonctionnaires algériens, quatre membres d'équipage et un journaliste de l'APS, s'est écrasé lundi 3 mai à Qotur en Iran près de la frontière turque, tuant tous les occupants de l'appareil. Déjà en 1981, M. Ben Yahia avait échappé à la mort de justesse, l'avion qui le transportait au Mali s'était écrasé.

Yahia avait échappé à la mort de justesse, l'avion qui le transportait au Mali s'était écrasé. Considéré comme l'un des théoriciens du régime algérien Mohamed Ben Yahia, avait pris la succession de Abdel Aziz Bouteflika tombé en disgrâce depuis l'accession à la présidence de la république de Chadli Bendjedid. Mais ce n'était pas à un nouveau venu dans la diplomatie que le président algérien confiait la responsabilité des relations extérieures.

Dès le début de l'insurrection en 1954 Ben Yahia rejoint le FLN. Il milite d'abord au sein de l'Union générale des Etudiants Musulmans Algériens, dont il deviendra le président, avant d'être nommé en 1956 membre du CNRA qui était l'instance suprême du FLN. Puis dès la constitution du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA) il sera le directeur de cabinet de Ferhat Abbas. Il participe par la suite aux premières négociations à Meulun en 1960 puis à celles d'Evian qui mettront fin à la guerre le 19 mars 1962. Ambassadeur d'Algérie à Londres et à Moscou sous Ben Bella il fera son entrée dans le gouvernement Boumediène comme ministre de l'information de 1966 à 1970.

De 1970 à 1977, il sera ministre de l'enseignement supérieur, avant d'être nommé ministre des finances jusqu'à la mort du président Boumediène.

M. Ben Yahia qui était marié et père d'un enfant de trois ans, était

considéré comme l'un des plus fins diplomates algériens. Déjà en sa qualité de ministre de l'Enseignement supérieur, il avait réformé l'université algérienne. Il avait également participé à la rédaction de la charte d'Alger en 1964, puis à celle de la charte nationale en 1976.

En sa qualité de ministre des affaires étrangères, il avait à son actif le règlement en 1980 de l'affaire des otages américains à Téhéran, le rapprochement entre Alger et Paris sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing après plusieurs années de crises larvées.

Il ne sera pas non plus étranger au succès de la visite en Algérie de François Mitterrand qui allait mettre fin aux malentendus et ouvrir enfin de nouvelles perspectives de coopération entre les deux pays.

A Paris le gouvernement s'est déclaré « atterré de la disparition d'un homme exceptionnel (...) » et dans un message adressé à Chadli Bendjedid, François Mitterrand a rendu hommage à M. Ben Yahia « artisan de l'indispensable réconciliation entre la France et l'Algérie (...) et qui a joué un rôle aussi déterminant au service de la paix et au développement ».

Reste maintenant à savoir quelles ont été les causes réelles de la mort du ministre algérien. Attentat ou accident ? Une commission d'enquête algérienne est partie pour l'Irak afin d'essayer de déterminer dans quelles conditions l'avion a-t-il pu s'écraser.



M. Ben Yahia en compagnie de M. Cheysson

Pour les iraniens, il ne fait aucun doute que ce sont des avions de chasse irakiens qui ont abattu l'avion algérien pris dans un combat aérien entre un phantom iranien et un mirage irakien. Les autorités iraniennes auraient donné l'ordre au « Grumman » de rebrousser chemin pour éviter une zone dangereuse du fait de la présence détectée par radar de deux avions irakiens. A Alger c'est la prudence qui prévaut, les autorités se gardent de tout commentaire dans l'état actuel de l'enquête, à propos des accusations iraniennes contre l'Irak.

M. Ben Yahia était un médiateur et s'était déjà rendu en Irak il y a quelques semaines pour proposer les bons offices de l'Algérie ; il s'appretait à en faire de même en Iran. Comme il n'est pas besoin d'éliminer physiquement le médiateur pour faire capoter ses démarches, il suffit de refuser ses propositions. La guerre qui se déroule aux Malouines en est un exemple s'il en était besoin. Reste que les questions qui se posent dépassent toute logique. Alors à moins d'être complètement fou...

Farid Aichoune.

Ils sont tous morts

Voici la liste des passagers de l'avion spécial Algérien transportant le ministre des affaires étrangères, M. Mohamed Seddik Benyahia, qui s'est écrasé lundi soir à la frontière Irano-Turque :

- M. Mohamed Ben yahia, membre du bureau politique du parti FLN, ministre des affaires étrangères (M.A.E.)
- M. Ahmed Baghli, directeur de la division des pays arabes au ministère des affaires étrangères,
- M. Saadeddine Benouniche, directeur de la division Europe/Amérique du Nord au M.A.E.*
- M. Mohand Lounis, directeur de la division Asie-Amérique latine au M.A.E.
- M. Abdelkader Belazoug,

directeur par intérim des affaires politiques au M.A.E.

- M. Selim Khelladi, directeur général au secrétariat d'état au commerce extérieur,
- M. Mohamed Reda Benzachou, directeur général au ministère de l'énergie et des industries pétrochimiques,
- M. Mohamed Boussekhoud, sous-directeur à la banque centrale d'Algérie,
- M. Abdelhamid Talbi, directeur général au ministère des transports et de la pêche.
- M. Mouloud Ait Kaci, journaliste à l'A.P.S,
- Capitaine Mustapha Sebahi, pilote,
- Lieutenant Maatouki Abdelmoumen, officier navigant,
- Mlle Fethia Chibane, hôtesses.

Une sociologie des intellectuels africains est-elle possible aujourd'hui? par qui?

APROPOS DES INTELLECTUELS

Mais rarement la réflexion aura porté sur le rôle, la place et la fonction des intellectuels, rarement champ aura fait l'objet d'un aussi grand silence, rarement les détenteurs des moyens de productions de la connaissance auront été objet de science.

C'est à cette analyse tenue bien longtemps pour suspecte que nous voudrions consacrer ces quelques réflexions.

Il est nécessaire sans aucun doute de décrire les intellectuels dans leur cadre national, historique et socio-culturel particulier.

Mais des ressemblances existent, qui font qu'il peut y avoir une problématique des intellectuels africains :

- une ressemblance par l'histoire : une colonisation plus ou moins violente suivant les sociétés africaines ;

- ressemblances par la relation qu'entretiennent les intellectuels avec le centre capitaliste (1) et avec l'Etat national ;

- ressemblance enfin dans une quasi impossibilité politico-structurelle à penser, pour la majorité d'entre eux, autre chose qu'une pensée platement empruntée, au-delà de la « théorie » sur commande.

Ressemblances donc qui nous permettent de nous poser une série de questions, qui par ailleurs sont de véritables enjeux (théoriques et pratiques) dans la mesure où la majorité des intellectuels africains s'est évertuée - sans grande imagination - à mettre hors-jeu son propre jeu.

Nous pouvons à cet égard relever deux questions essentielles.

1) Quel est, dans une société dominée où l'Etat occupe une position centrale, du champ intellectuel et du champ politique comme modes de production de la connaissance, celui qui est surdéterminant ? Question qui dialectiquement en appelle une autre : quel est la relation des intellectuels à l'Etat, celui-ci étant entendu non seulement comme dispensateur de ressources, mais aussi et surtout comme lieu et espace spécifique de domination réelle et symbolique et exercice du commandement.

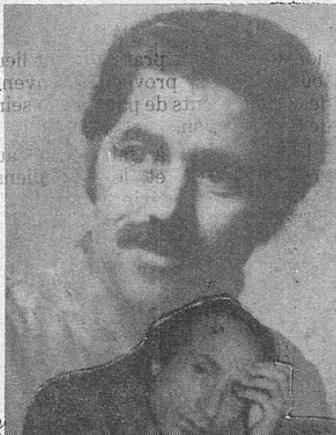
2) D'autre part, une sociologie des intellectuels africains est-elle possible aujourd'hui et par qui ?

Il est tout d'abord important de souligner que le champ intellectuel et le champ politique sont en fait deux modes de représentations du monde social. Ils recouvrent chacun à leur manière deux formes distinctes de discours pour rendre compte de la réalité sociale. P. Bourdieu prend l'exemple de la prévision qui est à cet égard très significatif. Quant un sociologue ou un « intellectuel ordinaire » (1) dit-il établit une prévision qui s'avère fautive ou erronée cela n'entraîne pas à conséquence, puisqu'il n'engage que lui. Par contre un responsable politique (2) est « quelqu'un qui a le pouvoir de faire exister ce qu'il dit » (3)

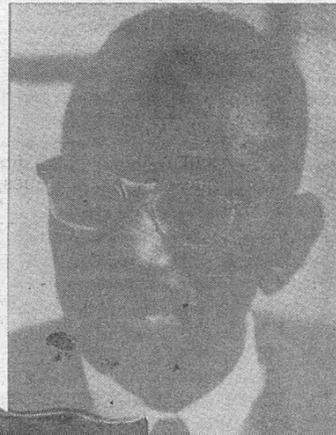
On s'est beaucoup interrogé sur le Pouvoir en Afrique. Interrogations qui dans le même temps tentaient de mieux repérer les couches, classes ou fractions de classes détentrices de ce pouvoir, leur stratégie et leur système de légitimation.



Léopold S. Senghor



Abdallah Laroui



Cheick Anta Diop



Rachid Boudjedra

Autrement dit le discours de l'intellectuel - responsable - politique est un discours de fait autorisé, donc empreint d'autorité, qui a une possibilité effective, réelle de transformation.

Dans ce cas on le voit aisément les conséquences peuvent être plus graves en cas d'erreur (4)

Il y a donc d'une part avec l'intellectuel ordinaire et d'autre part avec le responsable politique, deux façons de produire des vérités, deux façons de produire du discours, qui ont chacune, leurs présupposés, leurs logiques, leurs limites.

Dans l'idéal il ne s'agirait pas d'opposer ces deux modes de connaissances (la Science et la politique) mais de leur donner droit de citer dans un rapport d'égalité pour que tous les deux concourent à l'élaboration plurielle de représentation du monde social.

En réalité, en Afrique, comme ailleurs, il en va tout à fait autrement.

Comment se pose le problème dans les sociétés africaines ? Tout d'abord, le discours intellectuel (à prétention scientifique) est

pratiquement inexistant ou s'il n'existe ce n'est qu'alimenté en quelque sorte, en normes et présupposés idéologiques par le discours et la pensée politique d'une part et par la production culturelle extérieure d'autre part.

Dit quelque peu brutalement le discours intellectuel est un discours qui, à la limite sait ce qu'il faut penser. En rien il ne s'autonomise ; en rien (ou si peu) il ne tente d'interroger les conditions sociales de la production d'une connaissance, interrogation trop souvent oubliée et qui n'est certainement pas le fruit du hasard. Ce qui fait justement dire à P. Bourdieu que « l'inconscient d'une discipline c'est son histoire ».

Car en fait quand les intellectuels africains produisent du savoir qu'ils prennent pour de la science, il faudrait (la réflexion épistémologique est là un point de passage obligé etc... minimum) qu'ils sachent qu'elles ont été les conditions historiques, qui ont permis de repérer les problèmes, les concepts, les méthodes, les outils statistiques etc... qui ont fait cette science. Or, et au risque de choquer, on peut affirmer qu'ils ne

le savent presque jamais (1).

Par ailleurs le fait que le discours politique soit questionné, « dépassé » par les intellectuels (par exemple les étudiants et enseignants) ne change fondamentalement rien à l'affaire (2).

S'il y a questionnement et dépassement ce n'est que pour mieux revenir, à travers de multiples biais « critiques » au discours du politique.

L'université est à cet égard un exemple probant. Si l'enseignement dispensé n'est pas un enseignement de propagande, cela n'empêche pas en dernier lieu le retour de ces intellectuels vers l'idéologie officielle (et dominante) sous le poids et l'efficacité de celle-ci, d'une part à travers tous les espaces de production et de distribution du savoir (discours, école, université, radio, maisons d'édition, journaux etc...) et aussi par le fait que cette idéologie paraît tout à fait compatible avec le rôle d'intellectuels/cadre qui leur est promis et... réservé. D'autre part, on le voit, le questionnement - fut-il « critique » - n'empêche ni la prééminence ni la domination du champ politique.

Cette prééminence du champ politique va d'une certaine manière lier les intellectuels à l'Etat par de multiples biais et privilèges : le poste, le revenu, les gratifications réelles et/ou symboliques, mission de rattrapage et de modernisation etc...

Certes ce « classement » peut-être fournit par le simple fait d'appartenir au champ intellectuel. Mais l'imbrication et les rapports de subordination qu'entretient celui-ci avec le champ politique fait que l'Etat à travers ses appareils et les espaces qu'il contrôle va être le seul en mesure de permettre et l'existence et la reproduction socio-politique des intellectuels.

Cette situation ne va pas seulement les fonctionnariser, elle va leur permettre aussi et surtout (1) de participer en tant que « collectif » (tant sur le mode actif que sur le mode de la passivité complice) à l'organisation de l'hégémonie (2) et de la coercition de l'Etat et de son projet de domination. Celui-ci étant tout d'abord un projet de domination socio-culturelle dans la mesure où l'enjeu premier est la cohésion des forces sociales qui structurent le pouvoir politique. Cohésion qui par ailleurs reste l'une des conditions sine qua non pour la mise en place d'une « rationalité » économique. Ce qui en fait lie fondamentalement les intellectuels et le pouvoir est étatique (surtout la fraction militaire modernisante) c'est la détentrice d'un savoir et d'un certain savoir-faire qu'appelle non seulement les nécessités de la planification, mais surtout la gestion du capital social dont la société politique devient l'agent... et l'Etat le propriétaire.

Certes, il y a bien ici de la constitution d'un « bloc idéologique » au sens Gramscien du concept : c'est-à-dire au sens où il existerait un système de solidarité à la faveur duquel les intellectuels d'une classe dirigeante parviendraient à se subordonner les intellectuels des autres couches ou classes sociales et en les subordonnant permettraient effectivement un contrôle de leur classe sur les autres couches aux classes sociales.

S'il y a adhésion à une conception commune de la vie, de la politique, de la culture, de l'économie, de la problématique du retard historique comme vision du « sous-développement », il y a moins agrégation des intellectuels entre eux, qu'agrégation par symbiose idéologique à l'état national, lequel jouerait en quelque sorte le rôle de Parti.

En ce sens appeler à la création d'une « intelligentsia » comme le fait A. Djeghloc : « C'est-à-dire (d'un) groupe social dont la fonction serait justement d'avoir une vision critique, d'arriver d'être à l'écoute de la société pour élaborer au niveau des concepts ou des normes, les changements réels et les aspirations réelles qui s'opèrent dans notre société » et surtout de s'empresser de préciser un peu plus loin que « (...) cela ne veut pas d'une « intelligentsia » comme le fait en tant que telle, devrait fonctionner en dehors de l'Etat » (1) c'est mettre hors jeu l'enjeu essentiel : la

Robin des bois, l'ordre et la rentabilité



Bruits de remaniements au Tchad

EST-CE LA FIN DE GOUKOUNI?

La situation politique au Tchad est entrée dans une nouvelle phase. Avec le retrait d'une partie du contingent nigérian, pour des raisons économiques, indique-t-on à Lagos, et la pression exercée sur le président par les chefs de tendances pour le contraindre à négocier avec son vieil ennemi Hissen Habre, l'état tchadien risque d'entrer dans la déliquescence totale.

On aurait pu croire il y a quelques mois avec l'envoi des Forces Africaines au Tchad que le président Goukouni Weddei dont tout le monde saluait le sens de l'état avait définitivement retourné la situation en sa faveur. Mais voilà l'histoire piétine au Tchad vingt ans de guerre civile, de rébellion, d'interminables querelles de factions ont créé une situation politique comparable à celle du Liban.

Les contradictions entre tendan-



Ahmed Acyl

TCHAD

reconnaissance sociale d'un statut et de la légitimité de la délégation. Ce qui est fondamentalement en jeu que A. Djeghloul le veuille ou non c'est la délégation aux intellectuels, aux porte parole du monopole du sens, de la part de ceux qui en réalité en ont été dépossédés. Et là nous sommes en plein terrain politique : « La production des représentations de monde social est une dimension fondamentale de la lutte politique (...) : la lutte pour les classements sociaux est une dimension capitale de la lutte des classes et c'est par ce biais que la production symbolique intervient dans la lutte politique. Les classes existent deux fois, une fois objectivement, et une deuxième fois dans la représentation sociale plus ou moins explicite que s'en font les agents et qui est un enjeu de lutte » (2). Ce qui est demander à travers la revendication d'une intelligentsia c'est une délégation de fait, délégation globale qui peut-être implicite dans un premier temps devient (avec les responsables de l'Etat-Parti) consciente et explicite.

Autrement dit ce qui est en jeu c'est les intérêts spécifiques d'une fraction dominée dans l'espace social des dominants (1).



Wadal Abdelkader Kamougue

ces ne reposent nullement sur des bases politiques ou idéologiques, mais sont plutôt le reflet d'animosités personnelles d'ambitions inavouées qu'alimente un certain clientélisme. Au spectre de la guerre civile s'ajoute celui désormais de la partition du pays en deux zones : le nord et le sud. Tout se passe comme si les gens du sud prenaient tout d'un coup conscience que les affaires du Tchad se réglaient entre gens du nord. Ainsi on a pu assister au mois d'avril lors de la bataille de Oum Hager, petite bourgade qui verrouille l'entrée de N'Djaména à une scène révélatrice de l'état d'esprit qui se fait peu à peu jour dans le sud : le vice président du GUNT, WADAL Abdel Kader Kamougé, chef de la tendance judiste à retiré ses troupes des combats opposant les forces gouvernementales aux FAN, d'Hissen Habré.

Pendant que les cercles au pouvoir se livrent à de savantes manoeuvres politiques, le peuple tchadien connaît des jours difficiles. Les prix ne cessent de grimper, et les fonctionnaires ne reçoivent leurs salaires qu'avec des mois de retard. Des milliers de réfugiés ne sont toujours pas rentrés et continuent à vivre grâce à l'action des organismes humanitaires. N'Djaména, ville de trois cent mille habitants est pratiquement en ruine : Les échanges de coups de feu entre factions rivales ont pratiquement lieu tous les soirs, provoquant souvent des mouvements de panique au sein de la population.

La lassitude à fait place au découragement et les tchadiens commencent sérieusement à douter des chances de survie de leur état.



Goukouni Weddei

Le président Goukouni Weddei de plus en plus isolé au sein de son gouvernement et qui sent le pouvoir lui échapper menace de faire appel à la solidarité des pays « progressistes » amis.

Il a annoncé un remaniement ministériel qui excluerait les chefs de tendances pour faire place à une équipe de technocrates. Si cette solution a le mérite de donner un semblant de vie à une politique économique plus cohérente, elle comporte cependant un gageur politique de taille : une fois les chefs de tendances écartés du gouvernement on ne voit pas comment le président Goukouni pourrait contrôler les factions toujours en proie à la tentation scissionniste.



Hissen Habré

En attendant Hissen Habré avance patiemment ses pions, il revient de loin et n'a jamais désemparé de balayer tout le monde et plus que jamais le pouvoir à N'Djaména est au bout du fuill.

Laacher Smaïn

Sociologue Membre de l'ASSAF

Macodou N'Dlayé

Le modèle « bi-polaire » Nord-Sud est « dépassé par l'évolution récente de l'économie mondiale », c'est du moins l'opinion exprimée par M.A.W. Clausen, président de la Banque Mondiale, lors d'un voyage en janvier dernier à Tokyo. L'opposition pays industrialisés/pays en voie de développement (PVD) aurait, selon lui, « beaucoup perdu de son utilité ». Le monde actuel, ajoute-t-il, n'est plus « bi-polaire », mais « multipolaire ».

M.A.C. Clausen propose de substituer à l'antagonisme entre pays riches et pays pauvres une division du monde en huit « pôles » ou « foyers d'activité économique ». Ces derniers seraient définis par des « caractéristiques économiques bien marquées » :

- Les quatre premiers « pôles » regrouperaient des pays fortement industrialisés : Europe de l'Ouest, Amérique du Nord, Japon et Europe de l'Est (Bulgarie, Hongrie, Pologne, RDA, Tchécoslovaquie et U.R.S.S.),

- Le cinquième « pôle » serait représenté par les pays du Proche-Orient exportateurs de pétrole et à excédents de capitaux,

- Le sixième « pôle » serait composé de « nouveaux pays industrialisés » : Afrique du sud, Argentine, Brésil, Colombie, Corée du Sud, Egypte, Espagne, Grèce, Hong-Kong, Israël, Mexique, Philippines, Portugal, Roumanie, Singapour, Turquie, Uruguay et Yougoslavie,

- Le septième « pôle » rassemblerait les pays d'Asie à forte population, Chine, Inde, Indonésie, Bangladesh et Pakistan,

- Le huitième « pôle » serait constitué par les pays très pauvres de l'Afrique du Sud et du Sahara

Cette nouvelle division du monde correspond mieux aux orientations que le président de la Banque Mondiale veut donner à celle-ci, que le « modèle Nord-Sud », qu'il juge « statique et trop simplifié ». Dans ce même discours de Tokyo, M.A.C. Clausen a clairement annoncé la couleur : « La Banque Mondiale n'est pas un Robin des bois dont le rôle serait de redistribuer les richesses en les prenant aux riches pour les donner aux pauvres ». Tous les aspects de ce qu'on appelle dans les médias et « les milieux bien informés » le « pragmatisme du nouveau président » apparaissent ainsi clairement.

En premier lieu, l'abandon de l'opposition Nord/Sud permettrait aux pays industrialisés, à un moment où ceux-ci, touchés par la crise économique mondiale, ont envie de rogner sur l'aide qu'ils accordent au Tiers-Monde, de ne plus ressentir un sentiment de culpabilité ni de responsabilité vis-à-vis des PVD.

Ensuite, le « modèle multipolaire » proposé par M.A.W. Clausen, fait éclater au profit des pays industrialisés la notion de Tiers-Monde, en soulignant l'existence de « pôles » dont le degré de développement constitue un « danger » pour l'équilibre économique occidental (5° et 6° « pôles »).

Ceci permet de justifier non seulement une baisse de l'aide aux PVD, mais aussi l'adoption de mesures protectionnistes, et surtout l'exclusion de certains PVD de l'aide financière de la Banque

Mondiale et du FMI. Ces pays sont alors obligés de trouver de l'argent sur le marché international privé des capitaux (c'est le cas du Brésil par exemple).

Dans la foulée, il est apporté une nouvelle justification de la diminution de l'aide internationale à titre plus ou moins gratuit, au profit du recours aux capitaux privés. C'est la politique prônée par l'administration Reagan (voir Mal-développement, Sans-Frontière n° 32 et 48) : développer par exemple, la pratique des cofinancements entre Banque Mondiale et banques privées internationales. Le transfert « gratuit » des ressources du Nord vers le Sud est alors remplacé par des prêts où la notion de rentabilité des capitaux investis est réintroduite.

Enfin, le « modèle Clausen » s'adapte parfaitement aux notions « d'ordre » et « d'assainissement » qui prévalent actuellement dans les organisations internationales où prédominent les « théories occidentales » du développement. Une parfaite illustration en est la politique du FMI, qui vient de suspendre le versement de tranches de crédits d'un montant de 5 milliards de dollars à des PVD qui se sont montrés « incapables de remplir les conditions de réformes économiques et financières » dont le FMI assortit ses prêts. Notons au passage que parmi les pays sanctionnés se trouvent certains PMA (Pays les moins avancés). Ce qui est alors en cause, c'est l'indépendance économique même des pays du Tiers-Monde.

La plus grande « conditionnalité » des prêts que réclament les USA n'est en fait qu'un droit de contrôle sur les politiques de développement du Tiers-Monde. Le but final est de vider de sa substance la notion d'aide et de « normaliser » les économies des PVD. Ceux qui ne suivront pas une ligne conforme aux intérêts des pays industrialisés, les « déviants », se verront « couper les vivres », même si ils meurent de faim.

Antitrus



solidarité

Les élections générales en Indonésie

LA SITUATION BLOQUEE

Pour beaucoup d'indonésiens les élections de mai 1982 ne changeront pas grand-chose à la situation politique, à l'impasse économique et sociale dans laquelle se trouve le pays. Avant même les élections, le général Suharto est pratiquement assuré d'être réélu. Les rapports de force au sein des institutions législatives resteront sans changement, c'est-à-dire avec l'écrasante domination du parti GOLKAR, et la politique économique menée par les technocrates avec l'appui des militaires reste entièrement sous la coupe des grands intérêts financiers occidentaux.

La situation catastrophique du pays, le mécontentement populaire, les frustrations accumulées, les fréquentes violations des droits de l'homme créent aujourd'hui une situation perspectives à l'opposition. C'est ainsi que ce 3 mai 1980 cinquante personnalités indonésiennes très connues, parmi elles trois anciens premiers ministres, neuf généraux en retraite avaient signé une pétition intitulée « manifeste de préoccupation » dans laquelle, ils accusent le président Suharto de couvrir des actions douteuses menées par les autorités militaires, d'obliger les forces armées à s'ingérer dans les affaires politiques du pays alors qu'elles devraient adopter une attitude neutre vis à vis des partis politiques du pays.

De se considérer comme la personnification de l'idéologie d'état. PANCA SILA - de telle sorte que toute critique à son encontre peut-être considérée comme menée contre l'état. De prétendre que certains groupes mènent des activités subversives et illégales dans le but de fausser les élections de 1982.

A la veille des élections la situation politique reste très tendue ; cela c'est traduit en mars par des émeutes populaires : 240 arrestations et plusieurs morts ; il faut ajouter l'effervescence estudiantine dans les 40 universités pratiquement en état d'ébullition. Pour fausser l'esprit des élections 3 millions de personnes pour la plupart des anciens militants du parti communiste indonésien ont été privées du droit de vote.

Le parlement qui a mauvaise presse en Indonésie est pratiquement sous la coupe des militaires qui sont élus par cooptation. Le général Nasution, ancien président de l'assemblée consultative et l'un des opposant le plus dur au gouvernement de Suharto a été empêché de se présenter aux élections.

En attendant le résultat des élections qui ne pourront rien changer à la situation, le régime qui doit faire face à une crise les plus grave de son histoire, reste sur la défensive.

Omar Saïd



Moyen-Orient

LA STRATEGIE DES UNS ET DES AUTRES

La restitution du Sinai c'est à dire la neutralisation du front égypto-israélien pour une longue période semble donner le départ à une triple course de vitesse dans laquelle seraient impliqués américains, syriens et israéliens.

De l'aveu même du chef des services de renseignements de l'armée israélienne, les bombardements du 21 avril au Liban n'étaient qu'un avertissement. En effet, la guerre d'anéantissement que mènent les autorités israéliennes contre l'OLP en Cisjordanie et à Gaza trouve ses prolongements au Liban. Les destitutions de maires palestiniens, la répression féroce faisant des dizaines de morts et des centaines de blessés, la politique d'implantation de colonies à outrance, préparant le terrain à une annexion définitive impliquent nécessairement, dans le cadre de l'expansionisme israélien une opération militaire au Liban. L'objectif d'une pareille opération, destruction du potentiel militaire et politique de l'OLP, pourrait bien mener l'armée israélienne jusqu'à Beyrouth.

Cette fois encore il ne s'agira pas d'une simple ballade, une opération contre le territoire libanais entraînera inévitablement la Syrie dans le bourbier d'une guerre Syro-Israélienne. C'est dans cette perspective que le régime de Damas tente de mettre sur pied une stratégie commune avec l'OLP.

Après de multiples contacts pris entre les diverses organisations palestiniennes et le parti Baas, Yasser Arafat est attendu à Damas dans les semaines qui suivent pour signer le document avec le président syrien Hafez El Assad. C'est toujours dans cette optique que Assad, en réponse à Bégin qui affirmait qu'Israël bombarderait les missiles syriens au Liban, a déclaré « La Syrie abattra tout avion israélien qui sera à portée des missiles ». Par ailleurs de source gouvernementale à Damas, le chef de l'état Syrien pourrait bien se rendre à Moscou « Pour renforcer la coopération entre les deux pays en vue de contrer l'accord de coopération stratégique israélo-américain ».

Sur fond de conflit régional, c'est la stratégie américaine qui semble remise en question par l'état hébreu. Depuis son élection à la présidence des Etats-Unis, Ronald Reagan n'a cessé d'expliquer que sa politique étrangère avait pour axe principal « l'endiguement » de l'Union Soviétique. Au Proche Orient cette politique s'est traduite par la volonté de création d'un consensus stratégique dont les pièces maîtresses devaient être Israël, l'Arabie Saoudite et l'Egypte. C'est à l'intérieur de cet édifice que doit s'épanouir le second volet de la diplomatie Reaganienne la poursuite sous une forme ou une autre des accords de Camp David. Reagan dans la perspective de soigner son image de marque et celle d'une réélection se doit d'éviter un affrontement majeur dans cette région déjà torturée par des affrontements locaux. Israël pour sa part ne s'est jamais complètement accommodée des accords de Camp David qu'il n'a jamais cessé de violer sur le terrain. Il peut encore moins s'accommoder

d'une tentative américaine de réanimer le Plan en sept point du prince Fahd. Ce plan prévoit notamment la restitution des territoires occupés en 1967 et la création d'un état palestinien. Sur le terrain les autorités israéliennes oeuvrent dans un sens qui empêchera désormais toute tentative de solution politique du problème palestinien. A ce propos, Menahem Begin a déclaré le 2 mai, lors de l'ouverture de la session d'été du parlement israélien « le gouvernement israélien rejettera

categoriquement l'éventualité de l'évacuation de points de peuplement israéliens, dans le cadre de futures négociations de paix avec ses voisins ».

Dans cet « embrouillamini » on voit mal comment Washington pourrait s'y prendre pour mettre un terme à la volonté israélienne « de prendre les devants en se lançant dans une aventure militaire qui bouleverserait les données du conflit ». IL serait bon de rappeler qu'à l'issu de la dernière mission de l'envoyé spécial du

président Reagan, Philipp Habib, en mars 82, il fut écrit « Philipp Habib a quitté le Proche Orient après une mission de 14 jours qui a défaut de tout autre résultat a permis de renouer le dialogue entre américains et syriens ».

Ceci après que le département d'état américain ait dévoilé les combats qui avait opposé en février à Hama les frères musulmans aux forces spéciales. Ce dialogue ne s'est point rompu depuis, même si le régime de Damas apparaît actuellement complètement isolé dans le monde arabe. Seul pays arabe à soutenir la révolution Khomeiniste, seul pays arabe du front de la fermeté et du champ de bataille à la fois.

C'est dans le cadre de cette mise en place de stratégie tantôt divergentes que la cinquième guerre au Proche Orient se prépare. En attendant, les foyers locaux continuent d'être alimentés. Au liban après une journée de grève générale qui avait englobé Beyrouth Est et Beyrouth Ouest à la suite de l'assassinat d'un notable religieux sunnite, un prêtre maronite a été abattu à Aley, dans une région tenue par les forces syriennes, et un forcené est entré dans une église maronite à Tripoli (nord du pays), armé d'un pistolet et d'une grenade, bilan 2 morts et 3 blessés. En Cisjordanie où l'agitation se poursuit, l'armée israélienne continue à tirer pour disperser les manifestants et les arrestations se multiplient. Le 3 mai, une jeune fille palestinienne était tuée et cinq autres blessées par balles à l'intérieur de leur école à Khan Younis au sud du territoire de Gaza. Les jeunes filles avaient organisé une manifestation dans leur école.

Alain Chémali



Argentine - Angleterre

LA PREMIERE GUERRE NORD-SUD

En prenant l'initiative, avec le soutien américain, de déclencher une véritable guerre dans l'Atlantique Sud, la Grande-Bretagne a décidé de privilégier la force par rapport à la négociation. Mais le pari militaire britannique semble perdu : les morts se comptent déjà par centaines et l'inquiétude, « la consternation » ou la « réprobation » ont pris le dessus en Occident sur le soutien entier accordé jusque-là aux Britanniques. Du côté argentin, la mise hors de combat d'un destroyer anglais ne fera que renforcer la position de la junte tant au plan intérieur qu'international.

Le doigt mis dans l'engrenage, va-t-on vers l'escalade ? La balle est dans le camp occidental. Pourra-t-il arrêter la Dame de fer qu'il a complaisamment et hâtivement soutenu ?

Le temps des sourires ironiques est passé : la « bataille navale anglo-argentine » qui faisait, avec son parfum désuet de « rétro », ricaner les médias et les masses, est devenue une « vraie guerre » (comme s'il y en avait des fausses !).

Et oui, une « vraie de vraie » ! Avec son côté caricatural : communiqués de guerre triomphants ou non, mais toujours contradictoires. Et surtout avec son côté horrible : vingt-quatre heures après le déclenchement de l'attaque britannique, on comptait déjà plus de 500 victimes (marins du croiseur argentin) « Général Belgrano » coulé par les britanniques. Bien sûr, on ne fait pas de guerre sans provoquer des morts, mais pour quoi la guerre ?

Selon les « milieux informés », l'attaque déclenchée samedi soir par l'aviation britannique contre l'aéroport de Port Stanley (Puerto Argentine), s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de pressions diplomatiques et militaires, destinées à obliger l'Argentine à négocier après avoir retiré ses troupes des Malouines. Pour justifier l'attaque, les autorités britanniques invoquent la résolution 502 (adoptée le 3 avril par le Conseil de sécurité de l'ONU), et « le droit de légitime défense accordé par l'article 51 de la Charte des Nations-Unies ».

Par ailleurs, les britanniques tentent de minimiser les conséquences du raid de samedi, en le présentant comme une simple conséquence de leur décision de « faire appliquer une zone d'exclusion totale » (entrée en vigueur le 30 avril à 11h00 GMT). Il est regrettable que le « fait d'armes » qui a provoqué le plus de victimes se soit précisément passé en dehors de cette fameuse zone de 200 milles nautiques : le croiseur « Général Belgrano » (avec son équipage de 1 042 hommes) a en effet été envoyé par le fond à la pointe de la Terre de feu ; on n'a repêché pour l'instant que la moitié des disparus. La logique militaire n'étant jamais à court de munitions, il semblerait que le « Belgrano » ait constitué « une menace significative » pour la flotte britannique, ce qui est bien étonnant de la part d'un navire de guerre, avouez-le !

Les britanniques espéraient sans doute laisser ainsi une possibilité de règlement diplomatique, notamment au moyen du plan de paix proposé par le péruvien M. Perez

de Cuellar, secrétaire général des Nations-Unies. Ce plan en sept points approuvé par la Grande-Bretagne, a été rejeté le 3 mai par les Argentins, qui le jugeaient trop proche des dernières propositions faites par M. Haig.

Mais, il semble que la Grande-Bretagne ait, sciemment ou non, omis un aspect des choses ; car quelque soit la manière dont on présente les mouvements militaires effectués depuis samedi, on ne peut qu'aboutir à ce fait : pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale un état industrialisé est entré directement en conflit avec un état du Tiers-Monde. Une confrontation directe des intérêts des deux pays en tant que tels.

Cette confrontation « Nord-Sud » est bien soulignée par les prises de position internationales. En tout premier lieu, par l'attitude des Etats-Unis qui, le 30 avril, annonçaient officiellement qu'ils suspendaient leur aide économique et militaire à l'Argentine, et qu'ils « répondraient de façon positive à toute requête pour un soutien matériel des forces britanniques » (sans engagement militaire direct). En choisissant le camp anglais, les Américains ont montré qu'il existait dans les traités d'alliance aussi une hiérarchie fondée sur la plus ou moins grande communauté d'intérêts : l'OTAN passe avant le TIAR (Traité Inter-américain d'Assistance Réciproque). Entre deux alliés, les Etats-Unis ont choisi celui du « Nord » au risque même de compromettre leurs intérêts en Amérique latine.

C'est aussi au nom de cette solidarité entre pays développés que les pays de la Communauté économique européenne (CEE) se sont rangés aussitôt derrière la Grande-Bretagne (même s'ils adoptent maintenant une position plus nuancée : il faut dire que la Grande-Bretagne n'est pas un partenaire facile, ni apprécié). Il en va de même pour le Japon qui vient de prendre des mesures économiques à l'encontre de l'Argentine.

Face à cette coalition d'intérêts communs s'est créée une solidarité latino-américaine, d'autant plus étonnante qu'elle a provisoirement effacé des divergences idéologiques et politiques parfois énormes. Cette solidarité avec l'Argentine s'est manifestée avec plus ou moins d'enthousiasme et de véhémence. Pour ces pays (comme pour la Chine et l'URSS qui ont aussi apporté leur soutien aux Argentins),

le conflit des Malouines est une guerre colonialiste de la part de la Grande-Bretagne. On remarquera au passage que parmi les pays latino-américains ayant apporté le soutien le plus tiède à l'Argentine, figurent ce qu'on appelle les « Nouveaux pays industrialisés » (Brésil, Mexique) dont les intérêts économiques se rapprochent de ceux des pays industrialisés traditionnels.*

Le clivage « est-ouest » invoqué par la presse à propos des Malouines, semble quelque peu effacé par l'opposition Nord-Sud, même en tenant compte des appuis de Cuba, de la Chine et de l'URSS. Celle-ci a tout intérêt à garder une attitude prudente : en raison de la méfiance réciproque qui existe entre les régimes des deux pays, et en raison de sa position de faiblesse relative dans cette région du monde d'où les Etats-Unis ont presque réussi à exclure ; de plus, elle risque de bénéficier à long terme de la « trahison » américaine vis-à-vis de l'Argentine (dont elle est déjà un partenaire économique privilégié).

Le conflit des Malouines est aussi un test pour tous les pays occidentaux qui possèdent encore des « miettes d'empire » à travers le monde. En fait, le problème est de savoir si on peut permettre à un pays du tiers-monde ayant des revendications sur un territoire encore occupé par un pays industrialisé, de faire valoir ses droits (même légitimes) par la force. Quelque soit le jugement qu'on porte sur la junte argentine, dont l'existence seule est une insulte à la liberté et aux droits de l'homme, il faut admettre qu'il s'agit d'un problème de colonialisme. Pour le dissimuler, Mme Thatcher a beau jeu de parler de la défense de la liberté contre « la dictature » et la « force ». Dans le cas de l'Argentine, elle a un bon prétexte, mais cela ne change rien au fond du problème.

C'est l'ensemble des rapports « Nord-Sud » qui sont en jeu, à travers ce conflit des Malouines. Devant le refus de dialoguer véritablement des pays industrialisés, les pays du Tiers-Monde risquent d'être poussés à des formes d'actions plus violentes, auxquelles le « Nord » se jugera en droit de répondre par la guerre au nom de la défense de « la liberté ». Le conflit des Malouines peut préfigurer la « guerre Nord-Sud » de demain.

Jibé

Droit de réponse :

UNE LETTRE DE M^r CORNEVIN

J'ai pris connaissance avec une certaine surprise de l'article que M. Macodou Ndiaye a consacré à la séance du 2 Avril de notre Académie, sous le titre « j'ai retrouvé la France coloniale ».

J'avais rencontré M. Macodou Ndiaye à une réception de l'UNESCO donnée à l'occasion d'un colloque sur l'Apartheid, et j'avais invité cordialement M. Macodou Ndiaye et le professeur soviétique Apollo Davidson à assister à la séance comprenant la réception officielle du grand poète malgache Flavien Ranaivo et la communication de M. Jean-Pierre Cot.

Le règlement de l'Académie dispose : art. 27 « les membres titulaires, les membres libres, les membres associés et les correspondants participent de plein droit aux séances. Ils sont seuls admis de plein droit à présenter en séance des communications et à participer aux discussions... Des invités peuvent être autorisés par le bureau à assister aux séances de l'Académie ; le président, s'il l'estime opportun, peut leur donner la parole au cours de la discussion ».

De fait, il s'agit d'une faveur que j'ai demandé au président Jacques Faublée d'accorder à un invité journaliste africain, attendu qu'il m'avait affirmé qu'il avait juste une question à poser.

Cette question est devenue un véritable réquisitoire contre l'action de la France en Afrique, d'où notre indignation devant une attitude particulièrement discourttoise à l'égard de l'orateur invité M. Jean-Pierre Cot. Néanmoins, M. Macodou Ndiaye a pu évoquer le problème des travailleurs immigrés et de la présence militaire française en Afrique, questions auxquelles le ministre a très précisément répondu.

Mais il y a dans l'article un nombre de contrevérités telles que je dois en relever quelques-unes. L'Académie des Sciences d'Outre-Mer n'est nullement spécialisée sur l'Afrique, même si un grand nombre de ses membres y ont servi.



Depuis le décret du 16 novembre 1972 portant refonte de ses statuts, l'Académie des Sciences d'Outre-Mer se préoccupe de l'ensemble des pays du Tiers-Monde (Amérique latine, Asie, Afrique, Océanie). L'Afrique bien sûr demeure une partie importante des sujets abordés par notre Compagnie, mais celle-ci fait une large part aux problèmes de l'Asie (Cambodge, Vietnam, Chine, Indonésie, etc...), de l'Amérique latine et aussi des travailleurs immigrés. Nous avons eu en effet le 18 octobre 1974 une communication de Martine Charlot responsable du Centre de Documentation pour la formation des travailleurs migrants et leur familles sur les travailleurs immigrés du Maghreb et d'Afrique noire (1).

Il est évidemment facile d'ironiser sur l'âge des académiciens mais le mépris des vieillards n'est pas une tradition africaine. Quant à la composition professionnelle de notre Académie celle-ci compte certes plusieurs anciens gouverneurs et administrateurs, mais aussi et surtout des ingénieurs, médecins, pharmaciens, vétérinaires, des professeurs de toutes les branches (géographies, histoires, naturalistes, etc...) des agronomes et chercheurs de tous ordres.

Parmi ses membres éminents citons au hasard l'historien Charles Robert Ageron, Amadou Makhtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, les présidents Senghor et Houphouët Boigny, le journaliste anglais Basil Davidson, le professeur soviétique Dimitri Oolderogge, etc...

La devise de notre Académie fondée en 1922 est *Savoir, Comprendre, Respecter, aimer*. C'est une devise choisie par un journaliste, Paul Bourdardier premier Secrétaire perpétuel qui, au tournant du XX^{ème} siècle avait fait campagne contre le partage. Cette devise est celle d'hommes qui ont consacré leur vie au service des peuples du Tiers monde.

Vous remerciant de bien vouloir publier cette mise au point, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments les plus cordialement dévoués.

R. Cornevin
Le secrétaire Perpétuel

(1) *Compte-rendus trimestriels de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer, tome XXXIV, p. 708-722.*

N.D.L.R.

Il y a des faits qu'aucune argumentation si subtile soit-elle ne saurait justifier. La question de fond que j'ai posée au ministre : « est - que prenant au mot les déclarations de M. Mitterrand au dernier sommet Franco-Africain qui inaugure un nouveau type de politique en Afrique, que font les troupes Françaises en Afrique, vingt ans après l'accession à la souveraineté des Etats Africains ? »

Quelle serait la réaction des Français si des troupes étrangères campaient sur leur territoire ?

« Identité, culture et Immigration »

D'abord la fête

Argenteuil, un nom qui sonne avec immigration, mais rien à voir avec Nanterre ou Vénissieux à Lyon. Les grands coups de gueule c'est en pointillé. La population maghrébine essentiellement familiale y est ancienne.

Ici c'est presque la troisième génération (pour ceux qui adorent codifier). Des maghrébins relativement bien répartis dans les Z.U.P. et donc insérés, des pères qui travaillent chez Otis ou à la Snecma. Ici on s'entend bien, sur le pas de la porte les ménagères échangent des nouvelles du chien et du petit dernier... (au choix pour les acteurs) - Seulement le spleen des banlieues rode... on s'invente n'importe quoi, des racines avec des bouts de souvenir arrachés à la mémoire, on chavire au présent, on se débat dans la glue, ça colle à la peau. Cette poisse Djamel lui dira Stop, sa mort sera sa seule réponse, la seule

qu'il croyait maîtriser. C'était en mars 1981. Des Djamel, des Pierre ou Paul, il en existe dans chaque lézarde d'H.L.M. qui agonisent. C'est dans cet univers que certains tendent à croire au possible. Un projet : « identité, Culture et Immigration » ou comment faire revivre les banlieues qui s'essouffent sous l'insertion serton forcée. Comment faire participer à la vie culturelle de la ville les communautés immigrées sans sombrer dans le paternalisme ou l'ouvriérisme venu d'en haut. Dans le cadre du centre culturel municipal, association 1901, relativement autonome, Mohamed Mrini (un ancien de Nanterre) et l'équipe du centre tentent de mener à bien le projet.

La demande des jeunes existe, il

pressions. Dérider un peu l'ennui.

Les laisser vivre un peu comme on arrose une plante. L'engrais premier est d'abord la programmation de différents spectacles décentralisés, comme par exemple un panorama du cinéma maghrébin qui se tient depuis février mais aussi des spectacles menés conjointement avec le comité de fête de l'union locale. Samedi et dimanche prochain : Raouf Ben Yaghlane pour le théâtre mais aussi le groupe musical Nia Macala et Idir, en juin *Rock against Police* monte à Argenteuil et beaucoup d'autres.

Les spectacles, un divertissement, un lieu de valorisation, un lieu de rencontre, et un prétexte pour se découvrir. Ils ne sont qu'une première étape de la décentralisation et de la dynamisation des

qu'à la demande. Il ne veut rien imposer et le pire c'est que ça marche. Ainsi Fawzi partage sa musique avec ceux qu'on voudrait des loubards, Raouf leur communique ses connaissances de théâtre mais eux ont aussi à dire. Ladanse n'est pas en reste, et ce sont les filles elles mêmes qui vont voir le proviseur de leur lycée Georges Braque pour lui parler de stages avec Magda. Les filles en effet ne sont pas les moins recroquevillées, elles en veulent, en redemandent et se bagarrent pour bosser ensemble, mais pas à vide. Elles décident de participer au carnaval annuel avec leur propre char en juin. Le premier char maghrébin à Argenteuil. Le projet financé essentiellement par le Fond d'Intervention Culturel (F.I.C.) prendra fin avec l'année scolaire. Que restera-t-il de toutes ces tentatives ? Beaucoup espère t-on, même si dans les comités d'entreprise et les foyers c'est plus dur à démarrer. Les jeunes parlent de créer des associations, se prendre en charge et se valoriser. Des idées il y en a plein dans les H.L.M.; Encore faudrait-il que les infrastructures leur prêtent oreille, comme cette année, l'a fait le Centre Culturel, et acceptent les expressions autonomes.

Bachiri Khédidja

Pour tous contact, Centre Culturel Argenteuil Mrini. Pour les spectacles se reporter à la page agenda.



faut aller sur le terrain non pas pour canaliser quoi que ce soit, mais faire vivre les différentes ex-

quartiers. Patiemment Mrini tisse sa toile, d'abord il propose des ateliers, mais ne les met en place

Quinzaine du Maghreb aux Mureaux

Les feux de la fête se sont éteints le 2 mai aux Mureaux. Pendant quinze jours la population immigrée de la ville s'est vue l'objet d'attentions qui l'ont émue d'autant plus que l'événement était unique dans les annales de la ville.

Une quinzaine chargée où l'on proposa un programme des plus variés : films avec débats d'où nous déplorons l'absence des réalisateurs annoncés, participation de l'Ass. de la République Arabe Sahraouie, expositions des peintres Khada (Maroc) et Arab (Algérie), photos, conférences, gala avec Idir, débats sur des problèmes d'actualité : les immigrés et la justice, la deuxième génération.

Ces débats furent animés par Nicolas M'Diaye représentant de l'association des jeunes juristes Africains. Nous déplorons l'absence des avocats maghrébins qui étaient attendus et dont pas un seul n'est venu. Les problèmes furent abordés et monsieur M'Diaye a fait tout son possible pour répondre à l'attente du public.

Deux après midi furent consacrés aux femmes. Elles vinrent nombreuses, 70 la première semaine puis 200. On parla de l'échec scolaire mais les problèmes importants touchant au statut de la femme du maghreb ne purent être abordés, les participantes quittèrent discrètement la salle pour échapper aux questions

gênantes des jeunes filles de la deuxième génération.

Théâtre avec la troupe Nedjma, animation musicale avec le groupe « Salem » et une troupe d'enfants de Nanterre qui remporta un grand succès.

Le week-end de clôture offrit un spectacle calligraphique « arabesques à voir et à entendre » de qualité sans doute mais qu'il eut été bon de proposer dans les écoles et les lycées afin de sensibiliser les jeunes des diverses communautés à l'art calligraphique. Seuls quelques européens assistèrent à ce spectacle.

L'amicale des Tunisiens eut l'honneur de clôturer la quinzaine, elle prépara un couscous à 15 Frs, des brochettes et des boissons qui furent vendus aux spectateurs. L'orchestre « Meimoun » fit une prestation d'une heure sur un podium dressé en plein air avec ses danseuses.

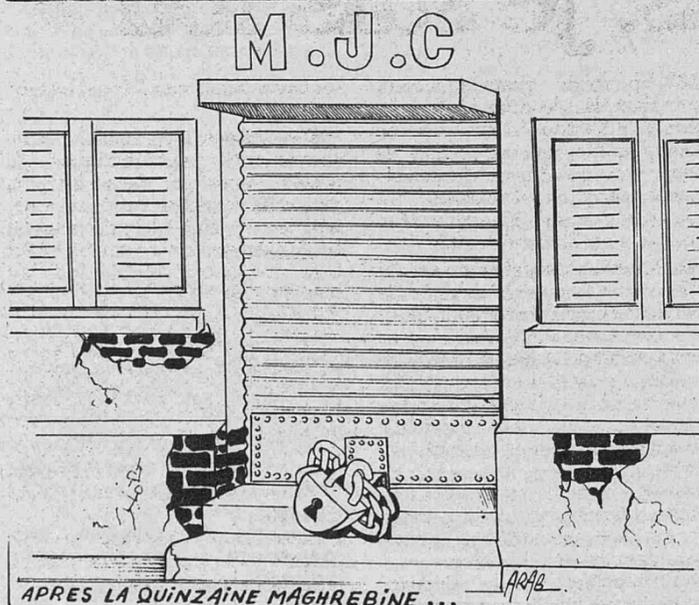
Je me fais ici l'écho des jeunes filles et des femmes maghrébines qui tenaient absolument à ce que l'on sache que le spectacle de danse offert par le groupe « Meimoun » n'avait rien à voir avec la culture du Maghreb : « Ce sont des femmes de cabaret, des danses vulgaires que l'on offre aux touristes européens dans les hôtels. C'est un exotisme de mauvais goût et nous ne voulons pas que les français qui ont vu ce spectacle gardent cette image de nous ». Ces jeunes filles sont aussi allées trouver les danseuses et leur ont dit : « C'est ça

l'image de la femme maghrébine que vous donnez » ! On leur a répondu qu'elles étaient trop jeunes pour comprendre. (!!!)

Je pense que les critiques de ces jeunes filles étaient fondées. Cependant il semblerait que ce type de spectacle soit prisé dans les milieux tunisiens riches puisque les prestations d'une danseuse du ventre se paient environ 6.000 Frs pour une soirée. Il faut savoir aussi que le service Inter Migrant recommande ce spectacle et lui a attribué 3 étoiles. (!!!)

Dans l'ensemble cette quinzaine fut un succès. Les immigrés des Mureaux en attendent d'autres. C'est bien la première fois qu'ils eurent effectivement le droit à la parole : on ne parlait plus en leur nom, on les laissait exposer leurs problèmes. Un bilan de la quinzaine doit avoir lieu avec les élus le 6 mai, les immigrés des Mureaux ne veulent plus être des assistés et sont prêts à revendiquer leurs droits.

Arlette Casas Arab



APRES LA QUINZAINE MAGHREBINE ...



Balles d'or de Guy Tirolien réédité

Le reproche a été souvent fait aux poètes dits de la Négritude de chanter l'indifférenciation des peuples noirs au détriment de leur propre peuple, de célébrer le continent africain aux dépens de leur nation, de leur pays respectif.

Si l'on accepte ce reproche, on doit alors avouer que Guy Tirolien est une exception, une magnifique exception. Guy Tirolien, né à la Guadeloupe en 1917, et qui est considéré comme un grand poète de la Négritude, trahit alors de la plus belle manière la tentation globalisante, qui pourrait caractériser ce mouvement poétique.

Ainsi, *Balles d'or* qui vient d'être réédité aux Editions Présence Africaine est un long chant pour la Guadeloupe, pour Marie-Galante : de l'intérieur avec nostalgie, de l'intérieur avec émotion, avec amour.

Quelques poèmes : **Marie-Galante, Karukéra, Iles, Redécouverte** pour une poésie, oh combien native - natale surtout lorsqu'un autre univers :

Afrique, Satchmo, Amérique, Fama Moussa, vient enrichir, élargir ce monde. Des yeux plus larges posés sur le monde pour voir plus loin. Des yeux fertiles. Ce qui séduit chez Tirolien c'est cette atmosphère quotidienne et si proche, présente dans les bruits (pipiriri, la sirène de l'usine), les odeurs (poisson, piment), les couleurs (roucou, celle des fruits), cette présence des sensations et des sens, la furie des vagues contre les cays.

Une seconde remarque que l'on pourrait faire à la lecture de *Balles d'Or*, c'est cette limpidité des mots et des vers. Des mots simples qui font que Tirolien est un des rares poètes de ce type à être connu par tout le monde et un des rares à être récité par tous les enfants des écoles : qui n'a pas appris aux Antilles et même en Afrique ou en France le célèbre poème : Prière d'un petit enfant ?

« Seigneur je suis très fatigué je suis né fatigué... seigneur je ne veux plus aller à leur école... »

Aujourd'hui, au moment où l'on commence à parler d'héritage littéraire et poétique pour les jeunes antillais, on ne peut nier l'héritage immense d'un poète comme Césaire, l'héritage d'un homme comme Damas, mais on ne peut nier que Tirolien fait partie de ceux qui influencent fortement les jeunes auteurs. Et ceci beaucoup plus qu'on ne le pense. Car sans s'opposer à la poétique césairienne, Tirolien ouvre un vaste débat lorsqu'il écrit :

« Quelque pure que soit la main, et nette des commerces où parfois il advient que la plume s'abaisse, je récusé l'écrit ; proses rares, cadences négociées qui se voudraient poème ».

A méditer. A discuter.

Aline N'Goala

Balles d'Or aux Editions Présence Africaine.

En raison des circonstances

« Il était une fois »

Il était une fois une grande banlieue où s'ébattaient plein de jeunes qui ne savaient pas d'où ils venaient, mais débrouillards et plein de tendresse.

Du soleil ils en avaient plein la peau et au cœur aussi. La banlieue d'Aulnay sous bois, rien à envier à la Courneuve même que certaines familles de l'ex-bidonville de la Folie à Nanterre, lorsqu'elles y aménagèrent crurent au paradis, mais le conte de fée est loin perdu dans un autre univers galactique. C'est un peu le fil de Saad Semman.

En raison des circonstances.

Encore un film sur l'immigration, encore un film sur les banlieues... ou plutôt la rencontre d'un Irakien avec cette vie qui s'échappe du béton, la rencontre d'un Irakien avec ce Maghreb plein de stéréotypes et pour commencer celui des Milles et une Nuit, ces contes venus du fin fond de l'Orient.

Deux histoires sont menées en parallèle : celle d'un porteur d'eau qui se fit devin pour répondre aux vœux de son épouse, et puis en face, la vie, la jeunesse qui s'échappe des cages d'escaliers. La vie sans structures, pas toujours logique, mais une vie qui réclame son comptant de bonheur face à l'angoisse qui l'étreint, l'exil s'éternise pour certains qui se réfugient dans la nostalgie - et eux - les jeunes rêvent d'amour. Où est la part du rêve ? Qui est l'étranger ?



Où est le rationnel ? Un exilé irakien se perd avec sa caméra dans l'immigration.

Cinéaste de profession, exilé politique depuis dix ans S. Selman a travaillé longtemps à Beyrouth pour atterrir un jour presque par hasard à Paris voilà quatre ans. Depuis il est homme de ménage dans les bureaux vampiresques des grandes tours, parmi les travailleurs immigrés. Pourquoi raconter une histoire, il en existe tellement, toutes les unes plus tourmentées et émouvantes, et puis dira Selman, « je voulais sortir des chémas classiques de narration ».

Mais S. Selman n'a pas filmé pour autant au petit bonheur la chance. Les plans et séquences sont tous étudiés. Ainsi lorsque le travailleur rentre dans sa cité ou en sort, on ne le suit jamais, il vient toujours vers nous dévidant derrière lui des kilomètres de nostalgie. La classe d'école est simplement suggérée et son côté naïf, image d'épinal sont là pour nous rappeler la désuétude parfois de l'enseignement. Les gros plans de l'enseignante sont d'un inesthétisme voulu faisant paraître son jeu théâtral alors que tout son être est timidité. Images aussi irréelles que celles de la planétaire conteuse parée d'exotisme

qu'il continue inégalement son conte. Ne cherchez pas une autobiographie même symbolique, encore moins une quelconque cohérence entre le conte et les autres images. Enfin surtout ne cherchez pas une histoire linéaire, vous ne la trouverez pas à l'écran. Elle est dans la vie de chacun, qui se l'invente comme un conte. Pour Saad Selman c'est dans la salle de projecteurs que le mot fin avait une signification. A cette première, le Tout Aulnay s'était donné rendez-vous au studio 43 à Paris, dans l'allégresse. Le film a été tourné essentiellement avec des amateurs aussi tous les pots étaient heureux de se retrouver à l'écran. On pouffait d'aise : le film était enfin terminé et chacun s'en sentait un peu responsable. Et les effusions n'ont pas manqué, même durant la projection. Un enfant se mit à pleurer. C'était l'heure du biberon, mais cette histoire n'était pas prévue, c'était celle de la salle. Ne cherchez pas dans les officiels du spectacle, le film ne sera pas distribué. On peut espérer la télévision. En attendant la copie est disponible en diffusion parallèle pour vous tremper dans l'imaginaire absurde.

Bachiri Khédidja

Pour tout contact : Saad Selman
239 02 62

Ligabué

« Des fois, je suis fou »

Comparable à Eléphant Man, tant du point de vue du contenu (l'histoire d'une exclusion permanente et irrémédiable) que de la forme - image dépouillée et caméra publique Ligabué de Salvatore Nocita a pour autant le succès populaire.

Une sortie pauvre dans trois salles parisiennes, des prix peu connus du public en France (prix Jean-Louis Bory) malgré une presse unanime très favorable : un film qui n'en peut plus d'être magnifique, un nouveau film relégué dans le ghetto des bonnes intentions cinématographiques.

Ce long préambule pour dire qu'il vous faut, Parisiens aller le voir tout de suite, provinciaux en réclamer la diffusion*.

La vie d'Antonio Lacabue (1899-

9165) pourrait, symboliquement tenir dans la scène où on le voit, marchant le long d'une voie de chemin de fer qui est censée le mener vers la Suisse. Il semble avancer avec détermination. Un chien errant le suit. Quand le chien quitte la voie, l'homme le suit.

Rejeté par ses parents, adopté puis exclu à nouveau expulsé de suisse (dont il gardera l'accent) Antonio va échouer ou plutôt aboutir dans la forêt de Gualtieri. Cette vie de solitaire, loin des hommes dont il refuse la cruauté la présence ou la cruauté va petit à petit se peupler d'animaux qu'il peint, sculpte ou gratte sur tout ce qu'il trouve. Il affirme son existence et sa quête de tendresse face aux autres hommes qui rejettent sa différence, son allure farouche et ses colères « incompréhensibles » : « Je n'appartiens à personne ! Personne ne peu

me commander moi ! Je suis un artiste ».

D'exclusions méprisantes en internements psychiatriques, la société finira par reconnaître la valeur de ce peintre. Lui ne reconnaît pas la valeur de cette société. Seuls quelques amis communiquent avec cet homme qui dira de lui-même « des fois je suis, fou, d'autres fois non ! »

Lexcellence de l'interprétation de Flavio Bucu permet à la caméra distanciée de S. Nocita de pénétrer d'une manière romancée, un univers si terriblement fermé.

Mario Murcia

* En écrivant aux grands films classiques. Ligabué 1977 Italie 2h05 mn de Salvatore Nocita avec Flavio Bucu, Alle Alessandro Haber, Andréa Ferrol.

PAR
PEIRA
CAVA

Meurtre au
soleil

de Guy Hamilton, avec Peter Ustinov, Jane Birkin, Nicolas Clay, James Mason, Sylvia Miles, Maggie Smith, Diana Rigg.

Ca n'a rien à voir avec Agatha Christie, dont Winston Churchill disait qu'elle était à peu près la seule femme à qui le crime ait rapporté. C'est vulgaire, bête et mal joué. Et Peter Ustinov en fait vraiment beaucoup trop. J'ai appris qu'il consacrait une bonne partie de son temps à des œuvres humanitaires, je ne saurais trop lui conseiller de s'y consacrer entièrement.

Y'a-t-il un
français dans la
salle ?

de Jean-Pierre Mocky avec Victor Lanoux, Jacques Dutronc, Jacqueline Maillan, Michel Galabru, Andrea Ferreol, Dominique Lavanant.

Ce film vient de me réconcilier avec Jean-Pierre Mocky, avec lequel je n'étais d'ailleurs pas brouillé, puisqu'il ignore jusqu'à mon existence même (à compter que j'existe vraiment). J'avais en effet écrit le plus grand mal de son



Y'a-t-il un Français dans la salle ?

dernier film « Litan », du fantastique grandguignolesque et malhabile.

Par contre « y a-t-il... » est un bon film. Mais, mais, trop facilement dur aux entourloupes ; et je crois que là, Mocky s'est fait baiser par Frédéric Dard qui est responsable de cette noirceur par trop conventionnelle. On y retrouve la même « patte » que dans le premier film dont il fut scénariste : « Les Salauds vont en enfer » et dont le jeune Robert Hossein était alors réalisateur. Certes, il y a chez Dard et chez Mocky un goût commun de l'atroce. Ou plus exactement, un goût de le dire, de le montrer afin de l'exorciser. En fait, ce sont deux mecs qui ne peuvent pas supporter d'avoir la libido chargée. Un boulet dans l'inconscient c'est pas leur genre. Ils sont obligés de s'en libérer de suite. Alors, ils écrivent des romans ou font des films. Ce sont des « pas courageux ». D'ailleurs je n'ai pas à les juger. Suis-je courageux moi ? Et ce que j'écris sur les films des autres, des films que je n'ai pas faits, c'est du courage, ça ? Et les digressions



comme celle dans laquelle nous baignons en ce moment, n'est-ce pas une façon de ne pas parler d'un film que j'ai aimé, mais pas entièrement. Pourquoi pas entièrement ? Justement, j'aimerais bien le savoir. Ou peut-être le sais-je et, comme je vous le disais au début, j'y ai trouvé une trop grande complaisance de la satire, de la critique. Et la mienne ne l'est pas. Alors ? Alors nous poursuivons tous nos fantasmes qui parfois nous poursuivent eux-mêmes. Jusqu'au moment où, comme il est dit dans le film, « nous sortons du manège ». ET tout comme Dard écrit toujours le même roman, ou à peu près, Mocky fait toujours le même film, ou à peu près (un coup un bon, un coup un mauvais, ce qui est la même chose aux yeux de l'éternité) poursuivi par le même fantasme du sacrifice (le flic d'« Y a-t-il... » sauve sa « maîtresse-maman », qui vient de le tuer en accusant du meurtre d'imaginaires loubards, comme dans un de ses précédents films, un jeune père mettait en scène un faux suicide pour sauver son fils qui venait de la blesser mortellement) comme moi qui vous « cause », je fais toujours la même critique ou presque, à savoir je dis toujours du mal et presque jamais du bien.

Le choc

de Robin Davis, avec Catherine Deneuve, Alain Delon, Philippe Léotard, Stéphane Audran, Etienne Chicot.

Il me serait difficile de dire le contraire : c'est un film bien fait.

Alain Delon aussi. Il ne se prive pas de nous le montrer : copieusement. Pourquoi s'en priverait-il d'ailleurs ? Et de plus le temps presse. « Fillette... fillette » (Queneau dixit, Greco voxit).

Ce film est en quelque sorte un remaque du Samouraï, mais ici le Samouraï est bicéphale. L'autre face (prière de ne pas prononcer à l'anglaise s'il vous plaît), c'est Deneuve et une Deneuve en super forme qui éclipse (deux lunes) Delon. Il eût fallu choisir une autre partenaire. Un boudin bien ringard, je ne sais pas moi, dans le genre de Miou Miou par exemple, là il ne risquait rien. C'est pourtant ce que font tous les jeunes premiers sur le retour ; c'est pas possible, il est distrait ou alors il a des soucis. De plus c'est peut-être son premier film avec un happy end. Avant, il mourait presque toujours à la fin. Comme Gabin jusqu'à quarante-cinq ans. Et d'autres aussi. Après, ils ne veulent plus, ils sont superstitieux, ça leur fout les jetons. Et ça c'est un signe. Signe que le « beau mâle viril » comme il s'est qualifié lui-même dans une interview télé est en train de virer au « vieux cabot débile ».

Résignés et supportant le mektoub quotidien, nos parents gardent l'espoir d'un retour mythique triomphal au bled. Castrant le rêve des parents et refusant d'en payer le tribut, les enfants de la nuit s'installent dans la décrépitude de l'arbre. Accouchés par l'histoire et aussitôt reniés par elle nous crions à la face du monde qui nous sommes ».



Lounis Lounes : un enfant de la nuit

La rage de vivre et de créer

Sortis de cette longue nuit, ces enfants de la nuit veulent se libérer de toute les tutelles et faire éclater cette parole longtemps étouffée. Crier tout haut leur révolte et ce qu'ils sont. Lounes est de ceux là, d'origine algérienne né dans le 13ème arrondissement à Paris, il a choisi la musique et la chanson pour dire ce qu'il est. Je l'avais rencontré pour la première fois lors du premier concert de Rock Against Police. Voilà sept ans que Lounès s'est lancé de galère en galère dans la chanson avec sa guitare en bandoulière, il commence à chanter des standards très connus ceux de Johnny Halliday, d'Eddy Cochran, avant de chanter sa propre composition, des mélodies, très dur par ex, celle de « Kader blues », une éloge à Johnny « Monchanteur à l'infini ». Lounès chante du Blues Rock. Dès l'âge de quatre ans dans un café « beur » il flasche sur une guitare, à 8 ans il essaye de magouiller avec un cousin pour s'acheter une guitare en faisant la manche « Tas pas balle cent » mais il reçoit une dérouillée par sa mère et c'est à l'âge de 15 ans qu'il s'achète sa première guitare. Lounes tu ne chantes pas de la pleurnicharde, plutôt des chansons qui sortent de tes tripes et tu parles du vécu des jeunes des citées...

LOUNES : Dans le « Blues du chômeur », ce n'est pas de la chanson pleurnicharde, j'ironise même « deux millions et bientôt triple, voilà le changement a profité, casse pas ta pipe, cherche la magouille pour ne pas mourir » démerde-toi, effectivement ce n'est pas une fin en soi mais ce n'est pas pleurnichard, cela aurait été si j'avais dit je me résigne, je vais au taf, je ferme ma gueule. Maintenant les immigrés peuvent ouvrir leur gueule, nos parents, la première génération, elle est ce qu'elle est, on ne peut plus la refaire.

S.F. : Tu n'es pas prêt à recevoir des coups mais en donner ?

Lounes : Je suis prêt à en donner et même beaucoup, le double.

S.F. : Ta violence tu l'exprime par le biais de ta musique et de tes chansons...

LOUNES : L'histoire de la violence classique et de la non violence, c'est du pipo, tu sais on dit les délinquants, il n'y a pas d'immigrés qui fout sa merde et d'autre qui ne la foutent pas, parce qu'ils font de la musique. De toute façon s'il y a délinquance c'est qu'ils ont des problèmes et il faut absolument les résoudre. Je ne vais pas faire de distinction dans le style moi je fais de la musique, je suis un immigré de la nouvelle génération « modèle » et bien non si jamais je suis dans la rue et que je me retrouve dans la merde et bien je serais obligé de me démerder si je ne trouve pas de boulot, je serais obligé de braquer, les raisons de cette violence c'est que je serais arrivé à un point de non retour. Du moment où on me donne du boulot, le truc sera résolu, la première des choses c'est le gagne pain, les délinquants c'est un faux problème, donnez leur des activités, des moyens, des choses qui les fassent bander. J'ai un ami qui est artiste peintre, si il n'a pas de toiles, de la peinture, c'est un mec qui se cassera en deux, il serait capable de tout, du moment où il peut peindre, c'est extra. La délinquance on peut la résorber en leur donnant la possibilité de créer, de s'exprimer et bien sûr du « taf ». Si je dis tout cela ne me prend pas pour un leader je n'en suis pas un, je suis-moi-même.

S.F. : Donc la violence est une forme de revendication ?

LOUNES : La délinquance est une forme de revendication, dans les cités par exemple les jeunes n'avaient rien, ils étaient toujours dans le box des excaliers, il y a eu un meurtre, un gardien a descendu un mec avec un 22 long rifle, ce gardien n'a écopé que 5 ans avec sursis alors que les mecs qui braquent prennent 15 mois à 2 ans de prison ferme, un assassinat à côté c'est rien.

A Vitry on squattait un lieu avec des jeunes pour en faire un centre culture, je donnais des cours de gratte, mais le problème, le centre n'a tenu que trois mois et la municipalité l'a détruit.

S.F. : Peut-on qualifier ton travail, le fait de faire des chansons comme une intervention

sociale ?

LOUNES : Il ne faut pas me caser dans le social, j'ai des chansons comme « écoute un peu », j'ai du reggae, il ne faut pas qu'on me donne une étiquette, ma vie à moi se résume à une trilogie le Rock'n'Roll, les femmes et Dieu. J'ai une chanson comme la « fille semaine », je suis sorti avec un nana, ça n'a pas duré 3 jours alors je me suis dit « zob » je vais écrire une chanson la « fille semaine » et cela donne « c'est une fille que j'ai accosté, une super fille avec qui frimer, pour épater mon vieux copain, je me jette sur elle comme un félin, je lui fais le coup, cou cou du déjà vu je lui siffle un coup pour sa tenue... » tu crois que c'est social, je le suis quand cela me touche, comme « Kader blues » descendre un mec de 15 piges qui n'a jamais connu l'amour, c'est dégueulasse. Cette chanson est due aussi à une dynamique collective

avec « Rock Against Police ».

S.F. : Tu fais donc parti de ce groupe ?

LOUNES : Rock Against Police est à mes yeux un mouvement important même pour des immigrés et des français. C'est des mecs qui organisent des concerts inter-cités et même inter-régions comme Lyon-Vitry avec le groupe « Zamma d'banlieue », ce sont des concerts gratuits, pour que les mecs puissent écouter de la musique gratos, des groupes qu'ils aiment, qu'ils vivent dans les cités et qui balancent les problèmes du quotidien, celui du vécu social.

S.F. : Ta dernière chanson tu l'as intitulé « les enfants de la nuit » en souvenir à Djamel d'Argenteuil.

LOUNES : La chanson « Les enfants de la nuit », je me suis inspiré de la lettre de Djamel d'Argenteuil au même titre que celle de Taleb

Hadjaj, ces deux mecs qui se sont suicidés parce qu'ils étaient arrivés au bout. La lettre de Djamel commence comme cela : « Aujourd'hui 3 mars 81, j'ai décidé de préparer ma mort » c'est une lettre qui te fout les boules, il parle de « L'ITV » (interruption volontaire de la vie) en faisant de l'ironie avec l'ITV (interruption volontaire de grossesse). Tu vois un peu jusqu'où va l'ironie.

J'ai trop peur de l'inconnu, je préfère affronter le monde, je me suis revu dans la vie de Djamel, c'était un écrivain de l'ombre, il avait un talent, malheureusement il est parti...

S.F. : La musique c'est ta vie, tu fais du rock, on a tendance à te comparer à Johnny Halliday et tu n'aimes pas le Rockabilly

LOUNES : Je n'aimes pas le rockabilly, c'est le rock des sudistes, c'est celui de Robert Gordon etc, c'est le rock du Mississippi de la Géorgie, de la Floride. Je préfère le vieux rock, celui de Chuck Berry, le rock est black, ce n'est pas Elvis Presley, son succès c'est parce qu'il est blanc, il ne faut pas oublier les problèmes du racisme. Robert Gordon a une chanson « Black Slate » en argot cela veut dire sale noir en chantant il fait « Brr brrr black slate » ; il imite les grosses lèvres des noirs, il dit « sale noir vient cirer mes pompes »... quand j'entends cela ça tue, je préfère le rock des sources, le rockabilly c'est du rock bâtard.

Le rock ce n'est pas la banane, ce n'est pas le cuir, ce n'est pas les santiags, c'est une question d'âme et de coeur, la musique, le rock est mon identité...

Dans un troquet à deux pas du canard, la discussion allait bon train avec Lounes, sur la soi-disante « nouvelle génération » issus de l'immigration, sur le rock des higties, Capedevielle, Charlélie Couture et Trust. Lounes est habité par une rage de vivre et de créer. Son avenir, trouver un job alimentaire et un local pour répéter. On pourra l'écouter dans un restau (super sympa à Ivry 94200 au « Barbecue vendredi et samedi soir et le 8 mai au concert de Rock Against Police à Nanterre...

Propos recueillis par Mohamed N



« Les hauteurs de Machu Picchu »

Le voyage hallucinant des Jaivas

Partis du Chili non pas pour des raisons proprement « politiques » mais liées tout de même au fait de la dictature et de l'atmosphère étouffante qu'elle dégage, « Los Jaivas » ont effectué récemment une tournée au Chili aussi hallucinante que ces « Hauteurs de Machu Picchu » qu'ils représentent à partir du 12 mai prochain en France

C'était en octobre dernier. Après de longues années passées à l'étranger, le groupe chilien « Los Jaivas » retourne au Chili pour y effectuer une tournée qui les excite autant qu'elle leur inspire une certaine

au contact d'autres réalités et d'autres expériences artistiques. Ils s'installent donc en France qui ne leur réserve jamais un même accueil aussi chaleureux que celui de la plupart des pays européens. Ils frappent un grand coup en présentant un spectacle basé sur l'oeuvre de la folkloriste chilienne Violeta Parra à la Maison de la Radio. Trois ans après leur installation en France, beaucoup les « découvrent » à cette occasion. Mais la tournée au Chili est déjà dans l'air et leur travail sur Violeta Parra reste sans suite.

LES HAUTEURS DE MACHU PICCHU

En même temps que l'idée de la tournée au Chili prend corps, le groupe songe à la création d'une oeuvre musicale basée sur le poème de Pablo Neruda, « Hauteurs de Machu Picchu », grande oeuvre créée par un Neruda séduit par les

raison) de « l'invasion anglosaxonne », un pays complètement « dénationalisé » comme le Chili peut le faire encore à plus juste titre. D'autant que ce qui est importé est souvent le plus mauvais. Mais ça se vend bien, alors... Le retour au Chili d'un groupe du niveau des Jaivas créait quand même la possibilité d'un grand retour aux sources, d'une mise en avant de la création propre. Le fait du succès des Jaivas en Europe ne faisait qu'augmenter la curiosité des Chiliens. Leurs concerts afficheront toujours complet et l'atmosphère qui y régnait était souvent un mélange d'émotion, de défoulement, de retrouvailles entre ceux qu'un régime comme au Chili oblige à vivre séparés, sans s'identifier. Il serait erroné de dire que leurs concerts ont été l'occasion d'une manifestation d'opposition.

Mais ils ont été tout de même le lieu de rencontre de beaucoup de ceux



crainte, une certaine curiosité : comment réagira le public ? Comment réagiront les militaires ? Les Jaivas n'ont jamais joui d'une légitimité « politique » au même titre que les Quilapaïn ou les Inti Illimani. Mais ils sont tout de même rangés chez les « contestataires ». Par ailleurs ils avaient « osé » mélanger musique folklorique et rock, marier flûtes indiennes, zamponas et charangos avec des guitares électriques, synthé et tout l'arsenal pop. De quoi « effrayer les « purs et durs » qui crient au viol des traditions sacrées, de l'authenticité et j'en passe. Toujours est-il que les Jaivas se firent une place dans la musique chilienne d'aujourd'hui.

PARTIR POUR SURVIVRE ET DEVENIR MEILLEURS

Comme beaucoup d'autres artistes chiliens et latino-américains, ils décident un jour de partir pour pouvoir continuer à faire leur musique et si possible, apprendre,

splendeurs des ruines de la cité des Incas. Quelqu'un a dit que Machu Picchu est plus beau depuis que Neruda écrivit son magnifique poème. Petit à petit, l'idée d'un grand spectacle prend corps. Elle se matérialise par un disque qui sort ces jours-ci en France. Mais il y a mieux. Associés à l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa, les Jaivas réalisent un film tourné à Machu Picchu et au cours duquel ils interprètent les thèmes du disque. Ce dernier, ainsi que le film, projeté deux fois à la télévision chilienne, ont obtenu de nombreuses récompenses au meilleur disque, ainsi qu'au meilleur film de l'année.

L'impact provoqué par le film - que la télévision française devrait projeter prochainement - est aussi comparable à celui des concerts réalisés par les Jaivas tout au long du Chili.

UN MOMENT DE RETROUVAILLES

Si un pays dit « normal » a toujours à se plaindre (à tort ou à

qui refusent l'idée de la culture qui est celle du régime de Pinochet.

Les Jaivas sont pleinement conscients du fait que leur tournée chilienne a provoqué un phénomène imprévu même pour eux. Ils en sont fiers et cela leur a donné une énergie qui sera certainement présente dans la série des concerts au cours de laquelle ils présenteront l'oeuvre de Neruda. Intégrés par cinq musiciens, dont les frères Eduardo, Claudio et Gabriel Parra, les Jaivas disposent d'un arsenal d'instruments qui donne à leur musique des couleurs vives et multiples qui rendent leurs concerts difficiles à écouter sagement aussi à sa place : kena, okarina, cuatro, zampona, piano, batterie, xylophone, trutruca, tarca, etc. Une panoplie riche pour un spectacle à ne pas manquer car la poésie et la musique valent bien le détour.

« Hauteurs de Machu Picchu ». Le disque : Carrère 67867.

Eduardo Olivares

A l'écoute des traditions musicales

Abd El Hamid Hamaoui le Nayati



Le son du Nay touche au plus profond les fibres de l'être, il déclenche l'exaltation mystique, c'est bien pour cela qu'il est l'instrument préféré des confrères religieux, mais dans un domaine plus profane c'est le seul instrument à vent de la musique classique arabe.

Savez-vous ce qu'est la lévitation ? C'est un phénomène mystérieux durant lequel votre corps, cessant d'être le jeu de l'attraction terrestre, s'élève au-dessus du sol. Pour connaître cet état de grâce, il vous suffira de méditer pendant quelques dizaines d'années dans un monastère du Tibet aux confins de l'Himalaya. Mais si vous êtes un peu pressé, que vous ne vous sentez pas d'humeur à mener une vie de recueillement et d'abnégation, d'ascétisme et de privation, il vous reste une solution, écouter un *Taksim* dans le maqam *Saba* par l'excellent *Nayati* Marocain : *Abd El Hamid Hamaoui*. *Abd El Hamid Hamaoui* est né à Meknes puis s'est installé avec sa famille dans le quartier populaire de *Ain Chok* à Casablanca. Il n'a pas étudié dans un conservatoire ni dans un quelconque institut et ses parents étaient inévitablement opposés à le voir embrasser une carrière musicale.

Pourtant, il manifestait un réel intérêt pour la musique et un jour, il rencontra dans une ruelle du souk un homme qui jouait de la flûte à bec (flûte occidentale). Il lui acheta cet instrument pour la modique somme de 1 dirham. C'est ainsi que commença sa vocation musicale pour les instruments à vent, puis il découvrit le *Nay* et ce fut le coup de foudre. Pourtant cet instrument si simple en apparence est en fait terriblement difficile à jouer. Il forma un petit groupe avec des amis et tant bien que mal ils se produisirent dans les différentes fêtes qui ponctuent la vie quotidienne : la fête du mariage ('URS) la circoncision (*Khitan*), la fête de rupture du *Ramadan* (*Aid Al Fitr*) etc... Un jour il se présenta au cabaret « *Le Coq d'Or* » tenu par le chanteur *Selim Hallali* qui l'engagea pour remplacer un *Nayati* libanais. Et rapidement, de cabarets en tournées avec de nombreux chanteurs, *Nayati* du Maroc grâce à la perfection de son souffle (*Nafkha*) et le velouté saisissant de son timbre. Il apprit donc « sur le tas » les principes de la musique orientale c'est à dire grâce à la pratique avec d'autres musiciens et à la finesse de son oreille démontrant une fois de plus que la tradition orale peut se suffire à elle-même.

Et puis un jour, un impresario plus ou moins filou organisa une tournée en Algérie suivie de plusieurs galas en France, mais après le deuxième concert il disparut avec la recette le laissant à Paris lui, et les autres musiciens...

C'est de cette curieuse façon qu'il débuta à Paris où sa virtuosité ne laissa pas indifférent, il interpréta la musique pour des films de *Vladimir Kosma*, *Michel Legrand* et *Polnareff*.

Il vit maintenant au coeur de Belleville où il anime fêtes et mariages, mais il répugne à jouer dans les cabarets où la condition du musicien et la qualité de la musique laissent, hélas tant à désirer !

En effet, c'est un « pur », il ne supporte donc pas ces instruments occidentaux tonitruants comme l'accordéon, l'orgue et la guitare électrique qui n'apportent rien et couvrent trop souvent, pour ne pas

dire écraser, le son des authentiques instruments du *Takht* traditionnel. C'est pourquoi ses deux disques sont réellement remarquables car ils ne font aucune concession à ce style médiocre qu'est le *Bely-Danse* pourtant si commercial. Il inaugure ainsi, avec *Munir Bachir*, un genre instrumental où le virtuose soliste peut démontrer son talent.

Le *Nay*, instrument si populaire, est constitué par un tuyau de roseau, de bambou ou de canne à sucre, cette dernière étant la mieux adaptée par sa plus grande solidité et la régularité de ses noeuds. Le *Nayati* confectionne lui-même ses instruments qui sont au nombre de sept principaux et de nombreux autres accordés sur diverses tonalités en fonction de leur dimension. Il vide tout d'abord la canne à sucre dont il prend la partie supérieure en prenant bien soin de laisser 9 intervalles entre les noeuds, puis il perce la *Nay* de 7 trous. Le *Nay* ne possède ni bec ni bouchon, le son est obtenu en soufflant sur le bord biseauté de l'instrument ce qui en explique la tenue oblique. Les sons sont obtenus non seulement en bouchant les trous selon de savantes combinaisons mais aussi grâce à la subtilité du souffle et au mouvement des lèvres.

Instrument connu depuis l'Antiquité par les Egyptiens et les Persans le *Nay* a été célébré au 13^e siècle par le fondateur de l'ordre des Derviches *Djalaleddin Roumi* dans ce poème qui ouvre son célèbre *Masnavi* considéré comme un des chefs-d'oeuvre de la littérature mystique de tous les temps :

« Ecoute le roseau, sa plainte nous parle de séparation. Depuis qu'on m'a coupé de la jonchaie, mon souffle fait gémir les hommes.

Je veux un coeur déchiré par l'exil pour lui conter la douleur du désir. Tous ceux qui ont rompu les liens originels sont en quête de l'instant de la réunion.

J'ai gémi dans bien des sociétés, compagnon des heureux et des misérables.

Chacun s'est cru mon ami, mais dans mon coeur, nul n'a cherché mon secret.

Mon secret n'est pas loin du gémissement ; c'est une clarté invisible à l'oeil.

Il est comme l'âme que personne ne voit ;

mais l'âme et le corps ne sont pas cachés l'un à l'autre

C'est du feu, non du vent, le son du roseau.

S'anéantisse tout ce qui n'est pas possédé de ce feu !

C'est le feu de l'amour qui brûle dans le roseau.

C'est le bouillonnement de l'amour qui palpite dans le vin.

Confident de tous les amours exilés, le chant du roseau déchire nos voiles.

C'est le poison et la thériaque* ; c'est le consolateur et l'amant éperdu ».

Julien Weiss

* Anti-dote

Discographie : 1) La flûte orientale 2) La flûte de l'Atlas (chez Arion).

TOURISME ET SECURITE

L'entreprise « Mundiespana » - chargée en exclusivité de la vente de billets d'entrée dans les stades et de la location des chambres d'hôtel à l'étranger a annulé 70 pour cent de ses réservations dans une des zones les plus touristiques d'Espagne, la « Costa Del Sol ». « Mundiespana » explique cette décision, qui provoque la fureur des hôteliers locaux, par le peu d'achats effectués en Écosse, Nouvelle-Zélande et U.R.R.S, trois des nations du groupe 6 qui comprend aussi le Brésil, on a appris d'autre part que seulement 300 « Forfaits touristiques » avaient pu être jusqu'à présent vendus en Italie. Devant l'échec commercial de « Mundiespana » et le peu de résultats qu'a donné la conférence de presse qu'ont tenue ses dirigeants, jeudi dernier à Paris, en compagnie du président du comité organisateur, M. Raimundo Saporta, le secrétaire d'Etat Espagnol au tourisme, M. Eloy Ibanez, entend trouver des solutions dans les prochains jours. Ces dernières pourraient être annoncées le jeudi 13 mai, lors de la dernière réunion du comité organisateur avant le début du « Mondial ». On espère ainsi éviter que les stades espagnols soient presque déserts durant le premier tour alors que, jusqu'à présent, les espagnols croyaient qu'il serait difficile de trouver des places pour ces rencontres. La presse espagnole, à la suite des publications étrangères, critique d'ailleurs de plus en plus violemment « Mundiespana » pour son imprévoyance.

Des mesures de sécurité de plus en plus sévères. - A l'approche du « Mondial » et devant la

recrudescence des attentats en Espagne, les mesures de sécurité ont été renforcées au Palais des Congrès de Madrid. Ainsi, pour entrer au siège du comité organisateur, il faut avoir pris un rendez-vous avec la personne que vous désirez voir. Avant de passer au détecteur de métal, une hôtesse fera des photocopies de vos pièces d'identité, téléphonera à la personne demandée pour s'assurer que vous êtes bien attendu et vous accompagnera jusqu'à son bureau en vous remettant une fiche que vous devrez faire signer par la personne concernée. Attention à ce que la personne que vous voulez voir ne soit pas sortie inopinément de son bureau. Car, à ce moment-là, vous pouvez éprouver les plus grandes difficultés pour ressortir du Palais. Les promesses d'un « Mondial », au cours duquel les tracasseries policières seraient réduites au minimum semblent s'être envolées devant les menaces d'offensive générale de l'organisation indépendantiste Basque E.T.A.

Les autorités policières prévoient que les prisons espagnoles abriteront 2 000 personnes de plus durant le « Mondial ». Pour le moment, les 80 centres de détention espagnols accueillent déjà 23 500 personnes, ce qui est déjà considéré comme un chiffre excessif. Depuis la fin du mois dernier, les principaux postes frontières routiers et les aéroports sont dotés d'ordinateurs permettant de vérifier l'identité des personnes contrôlées en quelques dizaines de secondes.

A.F.P.

LA « VIEILLE DEMOISELLE » PAIE CHER SES AMANTS.

Ça y est ! C'est fait ! Platini s'est décidé. Il retournera aux sources. Il vient en effet de signer un contrat de deux ans à la Juventus de Turin. « La vieille demoiselle » - surnom plein de respect donné à la Juventus par les tifosi - a eu le dernier mot. Il est vrai qu'elle aura mis le prix pour s'attacher durant deux saisons les services et les coups de pattes diaboliques, sans oublier les coups francs « brossés » de Michel Platini. Un milliard de centimes d'après certaines indiscretions, est la somme du transfert de ce joueur surdoué.

La Juve, dans le même temps a acquis le génial milieu de terrain de l'équipe de Pologne, Boniek, qui avec Platini et le fameux demi

défensif et chien de garde, Mario Tardelli formeront le meilleur milieu du monde.

Si je vous disais que dans cette équipe de Turin évoluent aussi des joueurs tels que le gardien Dini Zoff, plus de 40 ans et de 100 sélections dans l'équipe nationale de la Squadra Azzura ; Cabrini, Gentile les deux arrières latéraux ; le libéro Sciera ; les attaquants Bettega dit « tête d'or », et Paolo Rossi qui vient de renouer avec la compétition après une absence de deux ans, due au scandale du Totonero dans lequel il s'est trouvé impliqué, tous internationaux ; vous me répondriez qu'aucune équipe ne pourrait en venir à bout, et vous auriez bien raison.

Nous aurons d'ailleurs l'occasion de revoir cette équipe de la Juve dès la saison prochaine en coupe d'Europe, car à une journée de la fin, elle est en tête du championnat et je ne vois pas la Fiorentina lui souffler le titre sur la ligne.

Il est évident que Platini n'a pas choisi la facilité, car les défenseurs italiens sont réputés pour leur « béton » et sont intraitables sur l'homme. Mais pour une somme aussi importante...

Il lui faudra se méfier aussi d'une chose : une équipe composée en majorité de vedettes n'est pas une équipe invincible, loin de là, rappelons nous l'Olympique de Marseille d'il y a quelques années.

Hocine

Pourvu que ça dure!

L'Algérie continue sa préparation pour le Mondial qui aura lieu au mois de juin en Espagne. Après avoir battu le Benfica à Lisbonne 1-0, fait match nul avec le club professionnel de 1ère division française, Lille 1-1, partagé les points avec le Pérou - récent vainqueur de la France au Parc des Princes 1-0 - l'Algérie vient de disposer de l'équipe d'Irlande par 2-0. Un but inscrit chaque mi-temps. Le premier par l'ailier gauche Assad, le deuxième par l'insaisissable Madjer.

Souhaitons que cette sympathique équipe algérienne accomplisse un bon parcours lors de la prochaine coupe du monde, car au niveau des matchs amicaux, s'il existait un trophée, elle serait bien

placée pour l'emporter.

A noter que l'équipe algérienne a revêtu des équipements produits par la société nationale des Textiles-Sonitex. On se souvient en effet de l'indignation nationale soulevée par une information disant qu'un contrat allait être signé avec une importante firme allemande d'équipements sportifs.

La prise de position nationale contre ce contrat a poussé la fédération algérienne de football à démentir cette information, et à prouver sa bonne foi en commandant les vêtements sportifs à la Sonitex.

« On n'est jamais mieux habillés que par les siens » (nouveau proverbe algérien).

Hocine

Tournoi immigrés

Le 1er mai, à St-Herlain, banlieue de Nantes a eu lieu le 2ème tournoi des immigrés de Bretagne Loire Atlantique et ceci en présence de Monsieur le Maire Jean-Marc Héroult et son adjoint aux sports. Voici les résultats finaux :

- 1er Portugal - Coupe
 - 2ème Etoile Sportive Algérienne
 - 3ème Club Sportif Maghrébin de St-Nazaire
 - 4ème et 5ème exæquo : Le C.A.T Sillon de Bretagne et l'Union Sportive Marocaine (équipe B)
 - 6ème l'Amérique Latine
 - 7ème Hong (Asie)
- Résultats communiqués par Radio Atlantique.



sorties

REVEILLE - TOI L'EGYPTE !



اصحى يا مصر
الشيخ امام - احمد فؤاد نجم

La maison de disque A.P.I.A., 38, rue François 1er 75008 Paris, vient d'avoir l'heureuse initiative d'éditer le dernier 33 tours du duo Cheikh Imam et Ahmed Fouad Negm auxquels il faut ajouter le percussionniste et choriste Mohamed Ali. Est-il nécessaire de présenter aux lecteurs de Sans-Frontière Cheikh Imam cette voix victime de la cécité et de la répression.

Fouad Negm, toujours en prison, condamné à un an de travaux forcés pour avoir lu en public un poème jugé « humiliant ». Il est toujours en prison. Mohamed Ali, artisan, devenu artiste autodidacte, il tient compagnie au Cheikh depuis quarante ans. Les poèmes du disque sont traduits dans un beau français respectant le texte original. Ecoutez-les.

MARSEILLE : Fête de « Radio-Gazelles », samedi 8 mai à partir de 16 h. au programme : théâtre, musiques du Maghreb, Folk,...

A la Maison de l'Etranger, 3, rue Antoine Zattara - Marseille.

LES JAIVAS : Présentent leur spectacle « Hauteurs de Machu Picchu » à partir du 12 mai au Palais des Glaces à Paris. Tournée en France : le 26 mai à Strasbourg, le 27 à Nancy, le 28 à Reims. Le 1er juin ils seront à Lyon avant de partir pour Aix-en-Provence, Grenoble, Nice, Montpellier, Toulouse, Bordeaux, Clermont Ferrant, Limoges, Rennes, Rouen et Lille.

Le Monde à Paris présente au Petit Forum des Halles le 9 mai. Atlantico : Rock tropical fait par des Sud-Américains.

Le 16 mai : Groupe Dou : Free jazz africain qui voyage dans toute l'Europe.

NEW MORNING : 7-9, rue des petites écuries - 75010 Paris. Vendredi 7 et samedi 8. Philip Catherine Trio featuring niels Manning osted, pedersen - basse - Palle Mik et Bory - trompette.

Du 11 au 13 mai : Art Blakey et the Jazz Messengers.

14 mai : Betty Carter Quartet avec Khaled Mass - Centre Lundy - Basse. Lewis Nash - drums.

Vous vous voulez bouffer, bien sûr de la cuisine

bourgeoise tout en écoutant du blues rock celui de **LOUNES** av. Barbecue à Ivry (tel au 672 13 43) et bien sûr il sera aussi au concert de Rock Against Police le 8 mai à Nanterre avec Moha, Penelop Weston et Teddy Burns et Daitrer.

LA CAVERNE D'ALIGRE Présente Boby Lapointe les 7 et 8 mai à 21 heures au 89 ter de Charenton - M° Ledru Rolin.

SOLIDARITE-PALESTINE 15 mai 82 journée Palestine - 14 rue de Nanteuil à partir de 14 heures. Expos : films débats, musique, restau, vente déar-tisanat - journée palestine sur les radios libres.

DROITS POLITIQUES ET SOCIAUX DES IMMIGRES : A l'AGECA - 177, rue de Charonne - 75011 Paris les 20, 22, 27 et 28 mai

A LA FNAC FORUM DES HALLES : Vendredi 7 mai à 17h30 : « Les femmes, le syndicalisme, le travail ». Présentation par Antoine Spire.

RENCONTRE AVEC ANDRE BRINK : Vendredi 14 mai à 17h30 A l'occasion de la sortie « d'un turbulent silence », aux éditions Stock. Présentation par Paméla Tytell.

Son oeuvre a été en grande partie en Afrikaans. Elle comprend des romans, des pièces de théâtres, des récits

de voyages et des articles critiques. A souligner son amitié avec le poète Afrikaans Brevten Breytenback, récemment condamné à 9 ans de prison.

EMIGRES, MIGRANTS, IMMIGRATION : Mardi 25 mai à 17h30 à l'occasion de la sortie de « l'état perdu », de Nabile Farès, aux éditions Actes sud.

Avec l'auteur et José Esposito « enfants de migrants », aux presses universitaires de France), Mogniss (responsable du n° 2 de la revue Questions Clefs, « jeunes immigrés hors les murs », aux éditions EDI), Antonio Perotti (représentant du Centre d'Information et d'Etudes sur les Migrations Méditerranéennes - C.I.E.M.M.) et la participation de Nahda (association de jeunes immigrés de Nanterre).

BONNEVILLE : en Haute Savoie. Week-end du 15 au 16 mai 4ème fête Sans-Frontière. Italie - Espagne - Portugal - Yougoslavie - Paos et l'Uruguay). Animation musicales - groupes folkloriques - fanfares municipales - majorettes - etc... Pour renseignements : Faletti 22 Place de l'église Bonneville 74130 Bonneville.

LES ARTISTES DU TIERS-MONDE A PARIS : Peinture, gravures, sculptures, exposition du 7 au 27 mai 1982. et maintenant la mode tout est patronné par Jack Pang notre ami Hocine Yessaad.

EXPOSITION AU GRAND PALAIS : M° Franklin Roosevelt. L'Association des artistes français ont pour la première fois invité des artistes maghrébins dont un de nos collaborateurs Arab.

Une nouvelle émission va bientôt débiter à Radio-Soleil. Cette émission sera consacrée à l'apprentissage des langues africaines. Elle sera faite par des amis africains de la Revue « Binndi E Jande ». Ces derniers ont l'habitude de l'enseignement et surtout la pratique du milieu de l'immigration. Dans le but de connaître et de pouvoir évaluer le nombre de gens intéressés, nous aimerions que l'on nous écrive soit :

- A Sans-Frontière 33, Bd St-Marin 75003 - Paris

- A Radio-Soleil (F.M. 98,2 Mgh - Tél 797 00 85) (tous les samedi de 22h à 0h) demander Patience.

85, Bis rue Ménilmontant 75020 - Paris.

- A « Binndi E Jande » B.P. n° 175 75665 - Paris cédex 14.

Il faut dire qu'il est très important de nous écrire, car l'enjeu est vraiment de taille. Surout quand on sait que la politique de tous les temps à l'égard de ces langues, a été de les considérer comme des dialectes, des patois ou des sous-langues. Certains détracteurs vont même jusqu'à dire que ce sont des langues de sauvages, que l'on ne peut même pas s'en servir ; car la potentialité du vocabulaire de ces langues est très pauvre. Une chose est sûre, tous ces ennemis sont loin de la vérité. Le véritable problème est ailleurs, il suffit tout simplement de regarder les ethnies qui composent l'Afrique sub-Saharienne. Pour beaucoup de ces pays, les ethnies qui les constituent se ressemblent ou sont identiques ; d'où des langues presque similaires. On se rend donc compte que les langues africaines sont un facteur de regroupement et aussi peuvent quelques fois favoriser un climat de bon voisinage entre états. Il est important de se rappeler que si certaines ethnies se retrouvent dans plusieurs pays africains, ceci est une des conséquences de la balkanisation de l'Afrique.

Comme le disent les amis de Binndi E Jande : « Une chose est inhérente à la langue : plus on s'en sert, plus elle se renforce, plus elle revit et plus elle se développe ».

CINEMA ANTILLAIS AU THEATRE NOIR : 20, rue des Cendriers 7 mai : « Hors des jours étrangers » et « O th addina »

8 mai : « O madina »

9 mai : « Un dessert pour Constance »

avec la participation de Jean Paul Cesaire : renseignements tél : 797 85 14.

Débat avec l'auteur sur les Indiens de l'Amazonie et des Andes ; César Vivanco, anthropologue et cinéaste péruvien : A la Maison des Sciences de l'Homme - 54, Bd Raspail, Paris 6ème. M5 Sèvres Babylone. Salle 524.

Le lundi 10 mai à 12h et le mercredi, 12 mai à 12h.

Programme : « Les Machiguengas de l'Ukubamba », « La fête du sang, condors et taureaux », « Les Kuapajavis, condamnés de l'Amazonie ».

MARSEILLE : La maison de l'étranger - 8-16, rue Antoine Zattara.

16 mai : 17 heures deux films de Sembène Ousmane. La noire de... drame de l'inadaptation d'une jeune africaine incapable de surmonter lors d'un séjour en France, ses sentiments d'exilée.

Borom Saret la journée d'un bonhomme charrette sénégalais. 12 mai à 14h30 : Dans la chaleur de la nuit de Norman Jewison.

FESTIVAL JEUNES IMMIGRES : 13 Place Etienne Pernet - 75015 Paris M° Félix Faure le dimanche 16 mai de 11h à 22h : Du théâtre, de la musique, projection de films, de vidéo, expo photo, ateliers desseins, et des conteurs... Ah ! on n'oublie pas les inévitables débats sur les jeunes immigré(es).

INTER FORUM ESPACE 4 : Vous invitent à la manifestation culturelle « Le Moyen-Orient à Paris » expo du 5 au 19 mai de 12h à 20h.

Journée Egyptienne samedi 8 mai

Du Vaudistan le 15 mai

Palestinienne le 17 mai

Irakienne le 18 mai.

Niveau 4 - Prote Lescot - tél 297 54 30. Métro RER Chtelet les Halles.

CENTRE CULTUREL D'ARGENTEUIL : Du 5 mai au 19 juin : Georges Braque à Argenteuil le 18 mai 82.

Eaux Fortes - Lithographies et photographies de Marietto Lachaud « Braque et ses amis ».

CINEMA IMMIGRE NON STOP : Du 15 au 26 mai à la salle Montreal Club - 7, rue Marx Dormoy - 75018.

STAGE « LITTERATURE ANTILLAISE » : Organisé par Kathala les 9 et 24 juin 82. Renseignements : Tél 331 15 59.

ANNONCES

L'ASSOCIATION DES ETUDIANTS ET STAGIAIRES MALIENS DE FRANCE : 69 Bd Poniatowski - 75012 Paris organise à l'occcation de la commémoration de la journée de l'étudiant Malien une grande journée culturelle le samedi 8 mai à partir de 14h. jusqu'à l'aube projection de film et situation au Mali, récital de poèmes. Projection de film et de 22heures à l'aube, Boum, Boom musique et spécialités culinaire malienne. Bus : P.C arrêt Cité Universitaire le 21 et le 67 arrêt Porte de Gentilly.

ST-DENIS : Abdelkader, l'ex-responsable de la commission immigrée CGT de la voierie de St-Denis, dont nous avons publié le témoignage la semaine dernière, tient un meeting sur son licenciement et sur les pratiques répressives de la municipalité de St-Denis le lundi 10 mai à 20h, avec des représentants de SOS Liberté, du Syndicat de la Magistrature, de la Ligue des Droits de l'Homme. Le lieu ayant dû être changé à la dernière minute, contacter Sans-Frontière pour plus de précisions : 278 44 78.

AVIS DE RECHERCHE

Véritable petit manuel de résistance insoumise, comportant de nombreux articles de presse, retrace l'histoire de 10 ans d'insoumission à l'armée, des témoignages, guide pour trouver du travail et mille autres recettes. Il fait aussi le point sur les projets de défense socialiste et sur l'arnistie-bidon des réfractaires...

1er numéro hors-série de Recherche Nouvelle, ce livre est vendu 50 francs dans les librairies parallèles ou par correspondance franco de port à « Avis de Recherche » B.P. 53 - 75861 Cédex 18 - Tél. 606 50 48

Mots croisés de Hartmann

Solution grille n° 49

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
1	P	R	O	T	O	P	T	E	R	E
2	T	E	T	R	A	S	R	A	T	
3	E	M	E	U	T	I	E	R	S	
4	R	U	N	E	T	T	E	R		
5	A	N	E	S	T	R	E	A		
6	N	E	P	E	A	C	R	I		
7	O	R	E	E	C	O	S	S	E	
8	D	E	I	C	T	I	Q	U	E	
9	O	R	E	N	D	B	A	U		
10	N	I	E	A	E	T	I	U	S	

Grille n° 50

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									

Horizontalement :

1. Pays d'Amérique
2. Supprima. - Abrasif.
3. File. - Crack.
4. Interjection. - Monnaie
5. Oiseau. - Démonstratif.
6. Oiseau. - Lac Africain.
7. Dans. - Pays d'Europe.
8. Loch écossais. - Cardinal.
9. Une larme. - Caustique.

Verticalement :

1. Pays d'Europe.
2. Une européenne.
3. Pays d'Amérique. - Dupé.
4. Roche Métamorphique.
5. Brame. - Elima.
6. Habitants. - Conjonction.
7. Divinité. - Pays d'Europe.
8. Oxyde d'Uranium. - Certain.
9. Planche. - Pays d'Europe.



Nouvelle, par Josie Fanon

L'OMO rouge

Saliha n'a pas pu se lever ce matin. Paralysée par son rhumatisme au genou qui, cette année-là, parce que l'été est humide, la fait souffrir plus tôt que d'habitude, elle dirige de son lit les activités de la maison. Anissa, le bébé dans les bras, surveille le café du père qui, si ça continue, va être en retard au travail. Les trois garçons, jambes emmêlées, têtes bouclées dépassant à peine la couverture, dorment encore. C'est les vacances.

Saliha souffre. La radio chantonne. Saliha pense à la voisine, Aïcha, qui va deux fois par an à Bou-Hanifia pour soigner ses rhumatismes. La voisine a de la chance. Son mari fait le taxi. Ses enfants sont presque élevés. Ils seront ingénieurs peut-être, docteurs, avocats, qui sait. Saliha regarde Anissa, si belle, bientôt quinze ans. Elle est en troisième. Le père, toute la famille commencent à parler de mariage. La nuit, toute seule, Anissa pleure. Le cœur de Saliha pleure aussi sur sa fille. Je ne veux pas qu'elle ait la même vie que moi. L'autre jour, le père l'a frappée parce que Mahmoud le boucher qui voit tout, sait tout et parle trop a raconté qu'on l'a vue revenir du lycée avec un garçon. Anissa pleure la nuit. De rage. Je ne veux pas avoir la même vie que ma mère. Le café bout, se renverse, éteint



la flamme du gaz. Le père crie. Bébé-Slimane crie plus fort que lui.

Prends Slimane, dit Anissa à sa mère, pendant que je nettoie le fourneau. Saliha sursaute. L'OMO, j'ai oublié l'OMO. C'est aujourd'hui le jour de distribution au Monoprix. Comment faire avec ce genou ? Anissa, pas question qu'elle aille là-bas au milieu des hommes. Les garçons ? Trop petits. Ils se feront voler leur place, l'argent, l'OMO s'ils arrivent jusqu'au bout. Comment faire ?

Tu es folle ! dit Ahmed

Saliha essaie de sortir du lit. Son genou est une boule de feu piquée d'épingles. Elle retombe. Gémit. Tu es



folle, dit Ahmed. Qu'est-ce que tu veux ? Parle !

Saliha explique. Tu dois manquer le travail ce matin. Sinon, comment va-t-on laver le linge, les couches du petit, tes chemises, les pantalons des garçons. Il ne reste qu'un tout petit morceau de savon et tu sais que le savon manque aussi. Et il n'y aura pas de nouvelle distribution avant Dieu sait quand.

L'OMO, dit le père, sarcastique, avec toutes ces coupures d'eau on n'en a plus besoin.

Ahmed, je t'en prie, dit Saliha d'une très petite voix qu'il connaît bien. C'est comme ça qu'elle le calmait autrefois, après l'indépendance, quand il se mettait en colère pour des riens. Parce qu'on l'avait encore refusé à l'embauche sur les quais. Parce que son cousin, qui a passé toute la Révolution à Alger à faire prospérer son commerce, prétendait qu'il n'avait pas dix mille francs à lui prêter. Parce qu'il avait entendu une réflexion dans le bus (tous ces anciens djounoud sont fous, c'est normal, les pauvres, après ce qu'ils ont passé).

Je t'en prie. Il regardait les yeux de Saliha, pleins de tendresse et il avalait sa colère. Combien de colères avalées ainsi en douze ans, pense-t-il. Et maintenant, l'OMO !

Ça va, je ferai un certificat médical. Saliha sourit, bouche fermée. Elle masse son genou, serre Bébé-Slimane contre elle, ouvre son corsage, lui donne le sein.

Mais tu dois y aller tout de suite. Les gens sont là-bas à faire la chaîne depuis six heures. Bois ton café. Ne sors pas comme ça, sans rien dans l'estomac.

Le Monoprix est à deux pas. Encore une chance. Déjà, sur deux rangs, les hommes d'un côté, les femmes de l'autre, il y a bien deux cents personnes. Misère, pense Ahmed, tout en adressant des salutations aux voisins, douze ans d'indépendance et la chaîne pour des paquets d'OMO. (Nous appelons toujours le détergent par son ancien nom pourtant, maintenant, il est présenté dans un beau paquet bleu avec des lettres jaunes, en arabe d'un côté et en français de l'autre, il y a un dessin qui représente une vague et une légende : ISIS, c'est le nouveau nom, lave avec la force des vagues).

Les visages sont fermés. Les femmes parlent à petit bruit mais, déjà, il y a de la dispute dans l'air. Deux policiers armés vont et viennent le long de la chaîne comme s'ils surveillaient de dangereux criminels.

Huit heures. Le Monoprix ouvre ses portes. Mais nous ne faisons pas la chaîne pour l'OMO devant l'entrée principale. Pour éviter les encombrements, la distribution a lieu sur l'arrière du bâtiment, dans une petite ruelle, là où l'on décharge les marchandises. Bousculade dans les premiers rangs.

Des femmes protestent. Les hommes, résignés, haussent les épaules. Le soleil tape fort sur les têtes. Sur les soucis de chacun enfermés dans les têtes. On se passe le journal. L'homme invisible est enfin apparu. Mais la photo est si petite, si floue que les plaisanteries commencent. C'est lui ? c'est pas lui ? Humour sombre du peuple à qui on ne dit rien mais qui comprend tout.

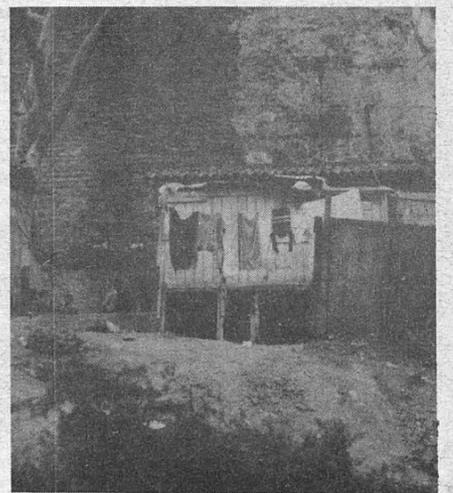
Le temps passe lent, sous le soleil. Ahmed pense : après tout, ça me fait une journée de congé. Je vais en profiter

pour réparer l'électricité. Si seulement ça allait un peu plus vite. Onze heures. Il n'y a plus que cinq personnes devant lui. Ceux qui attendent et ceux qui sortent, les bras chargés de paquets d'OMO, se heurtent. Une vieille femme crie d'une voie aigüe et cassée. Les enfants, fins comme des aiguilles, essaient de passer avant leur tour.

Ahmed a touché au but. C'est comme une performance sportive. Il se sent fier et stupide à la fois. On a de l'OMO pour quinze jours maintenant. Il descend les quelques marches situées devant la porte. Et devant lui, brusquement, c'est la bagarre. Pourquoi ? Pour rien. Deux hommes échangent de graves injures. Dans la rue, ça va, il y a de l'espace, on se défie à deux mètres, on se menace, on s'approche à se toucher et les amis ou les passants vous séparent. On discute, on s'arrange. Là, dans la chaleur, la poussière, l'attente depuis le petit matin, c'est tout de suite le corps à corps. Attention, le couteau ! Ahmed entend, voit trop tard. La lame le frappe à la base du cou. Balle perdue dans une bataille dérisoire.

Ahmed est sur un brancard. Son cou, sa chemise, son torse sont pleins de sang. Sur son ventre un voisin, honnête, a placé les paquets d'OMO.

Saliha bondit du lit. Elle est debout, comme une pierre. Un hurlement intérieur monte, grandit en elle, explose. Les garçons hurlent avec elle. Anissa, le bébé dans les bras, regarde le



corps de son père. Ses yeux sont deux petites flammes sombres d'épouvante.

Dans son bureau, l'homme invisible qui n'a jamais fait la chaîne pour l'OMO, pour les oignons, pour le sucre, pour l'huile, pour la semoule, pour les pommes de terre, qui mange de la viande deux fois par jour, qui n'a ni enfants ni femme aux yeux tendres, sourit. Son dernier discours a été bien accueilli par la presse internationale. L'air climatisé bruit en sourdine. Ses gardes du corps, debout devant la porte, caressent leurs mitraillettes. L'homme invisible sourit, soupire. Lourd est le fardeau du pouvoir.